

# Bridge- Builder

B-B#12, 2015

. LA PERSONNE ET LE TERRITOIRE .  
THE PERSON & THE TERRITORY



COMMON GOOD FORUM  
Global & Local Bridge-Builder



## POURQUOI « BRIDGE-BUILDER » ?

Bridge-Builder est un outil d'interface facilitant la discussion ouverte ou l'expression d'idées, requis par la philosophie de l'Action et de la Conciliation du Bien commun : une Expérience, un Processus délibératif et éthique !

Il vise à rassembler des Penseurs et Praticiens, afin de favoriser des propositions innovantes de gouvernance des Communs :

1° En facilitant l'échange d'information et de bonnes pratiques, et en construisant des synergies entre les organisations de la société civile et les décideurs.

2° En valorisant les acteurs et la visibilité des politiques innovantes des acteurs locaux au plan international.



## WHY 'BRIDGE-BUILDER'?

Bridge-Builder is a medium of open discussion or expression of ideas, required by the philosophy of Action and Conciliation of the Common Good: an Experience ! A Deliberative and Ethical Process!

It brings together Thinkers and Practitioners for Innovative-Commons-Based Solution:

1. To facilitate exchange of information and best practices and build synergy between civil society organisations with decision-makers.

2. To raise the profile and the visibility of innovative policy thinking and practices of local actors on the global scene.

# EDITORIAL

**La notion de Personne** est centrale dans la pensée du Bien commun, celle-ci qui considère qu'elle n'est pas un objet; elle est même ce qui dans chaque homme ne peut être traité comme un objet. La Personne est à la fois un être dynamique qui évolue en fonction d'expériences ou d'inter-subjectivités, et une fin en soi qui a priorité sur tout autre intérêt économique ou politique.

**Cette philosophie de l'altérité** intègre donc la relationalité et le sens des événements. Elle considère les personnes en fonction de leurs capacités à gérer les événements, mais aborde aussi la dignité et la vulnérabilité en relation avec l'Autre, les expériences et les choix, la relation avec la nature ou l'Altérité de manière plus générale. Elle invite à se montrer sensible au spirituel et à l'intersubjectivité, dans l'événement, - plutôt qu'à se retrancher derrière des certitudes toutes faites, à d'apparentes vérités voire aux dogmes.

En outre, dans **cette philosophie de la conciliation**, la personne est située dans une certaine temporalité, un récit fait de médiations. La personne est amenée à faire des choix, à faire des allers-retours entre la relation ou l'expérience qui la façonnent et la font évoluer, car son identité n'est pas statique, mais répond à un mouvement. En ce sens, en envisageant la personne comme libre et créatrice, on percevra l'existence, - et corrélativement la gouvernance des biens communs - comme à la fois matérielle et spirituelle, et via une vision dynamique.

**La Personne sera perçue dans ses choix, possibilités et désirs.** Elle sera située dans un processus ou une temporalité; elle sera capable de création et de transmission, en particulier. Dans cette optique, la notion de Personne nous permet de penser Par le bien commun (le processus) et Pour le bien commun (la finalité, le bonheur dans la cité.



Violaine Hacker

[violaine.hacker@commongoodforum.eu](mailto:violaine.hacker@commongoodforum.eu)

## . LA PERSONNE & LE TERRITOIRE .

La notion de Personne nous permet de penser à la fois par le Bien commun (le processus) et pour le Bien commun (la finalité, le bonheur dans la cité), - ce que l'on retrouve dans l'article de **François Flahault** sur le Bien commun comme Expérience, ou dans celui de **Diego Isabel La Moneda** sur la Relation entre le Je et le Nous. Ce Bridge-Builder #12 considère la Personne comme libre et créatrice, comme l'expriment **Jérôme Lhote**, fondateur de KOOM, plateforme collaborative, ou Sébastien Keiff de TOGETHER. On perçoit l'existence, - et corrélativement la gouvernance des biens communs - comme à la fois matérielle et spirituelle. La Personne est perçue dans ses choix, possibilités et désirs. Elle est située dans un processus ou une temporalité; elle est capable de création et de transmission, en particulier. On retrouve cette vision de la responsabilité dans le projet européen Don't Waste Our Future associant les Jeunes et les Parties prenantes pour repenser la consommation responsable et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

La Personne est à la fois un être dynamique qui évolue en fonction d'Expériences ou d'inter-subjectivités, et une fin en soi qui a priorité sur tout autre intérêt économique ou politique, comme en attestent les actions de **Coexister**. Confrontée à quelqu'un ou quelque chose, elle est un être responsable avant tout acte de sa part, par la seule présence de cet Autre, comme le montre **Corinne Dardelet** (Kawaa) ou **Enisa Murseli** (sur la gestion de la diversité dans les Balkans). Les enjeux environnementaux actuels ont rappelé cette responsabilité face aux générations futures, ce que nous réalisons à travers **la création d'une charte sociale des Jeunes sur la consommation responsable et le gaspillage alimentaire (projet U.E.)**. **Un livre collaboratif permettra de mettre en lien ces enjeux interconnectés et la notion de responsabilité et d'Agency'.**

**La Personne désigne donc un humain que le monde interroge, - en particulier en fonction de quatre relations :**

- 1. La relation au monde matériel;**
- 2. La relation aux autres, aux plan interpersonnel et collectif;**
- 3. La relation à soi : chacun avec lui-même;**
- 4. La relation à l'existence, qui se manifeste notamment dans ce que l'on appelle le problème du sens donné à l'existence, ce qui n'apparaît pas aussi clairement, par exemple, chez les animaux.**

Crédits Photos :

Eli de faria, Blake Richard Veldoorn, Alex Wigan, Thomas Brault, Schlomit Wolf, James Forbes, unsplash, picjumbo, stockexchange, pixabay, comp- fight, photopin, morguefile, gratisography.

0 9

**Responsabilité/Agency**

Projet européen : Concertation et Education, vers une Charte sur le gaspillage alimentaire

Références sur l'encyclique Laudato si : le climat, un bien commun

2 3

**Bridge-Builder**

Sebastien Keiff, Corinne Dardelet, Enisa Murseli

4 1

**Intellectuels**

François Flahault, Diego Isabel Moneda

5 0

**Praticien**

Jérôme Lhote, Elodie Cardon, Victor Grezes

6 0

**News**

Partenariats, Chartes sociales, Evénements

# PARTICIPANTS



Sebastien Keiff



Corinne Dardelet



Jérôme Lhote



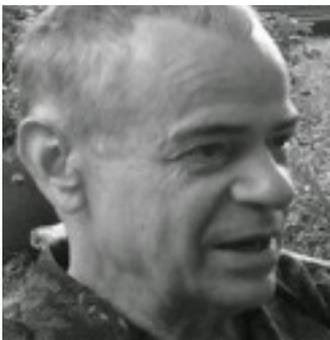
Diego Isabel La Moneda



Enisa Murseli



Elodie Cardon



François Flahault



Violaine Hacker



Victor Grezes

[www.commongoodforum.eu](http://www.commongoodforum.eu)

# BIEN COMMUN

Le Bien commun ne renvoie pas seulement à une finalité, - ce qui reviendrait seulement à penser 'pour' le Bien commun. Cette philosophie se concentre surtout sur le processus de délibération éthique - penser 'par' le Bien commun. Celui-ci doit permettre de gouverner des ressources mises en commun - les biens communs, en conciliant épanouissement de la Personne et utilité sociale au sein de la Communauté.



COMMON GOOD FORUM  
Global & Local Bridge-Builder

A night-time photograph of the Golden Gate Bridge in San Francisco. The bridge's towers and suspension cables are illuminated with a warm orange glow. A long line of streetlights along the bridge deck creates a bright, receding perspective. The sky is dark, with a few small, distant lights. The overall mood is serene and iconic.

# BRIDGE-BUILDER

# BRIDGE-BUILDER

## VERS UNE CHARTE SOCIALE SUR LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE ET LA CITOYENNETÉ GLOBALE

Par Violaine Hacker,  
Common Good forum

### **Don't Waste Our Future! - Ne Gaspille pas Notre Avenir !**

Le projet soutenu par la Commission européenne : *'Don't Waste Our Future'* rassemble sept pays (France, Italie, Espagne, Portugal, Ecosse, Belgique, Chypre) sur 2 ans (2015-16).

L'originalité du projet (1.727.604 euros) consiste à rassembler des Parties prenantes concernées par la consommation responsable et la lutte contre le gaspillage alimentaire afin de sensibiliser et responsabiliser (agency) les

Jeunes et les acteurs du secteur éducatif et leur permettre ainsi de délibérer (choix éthique).

### **Les biens communs et les interdépendances**

Considérant que la chaîne de valeur alimentaire implique souvent une interdépendance des Pays en Développement et de ceux développés, le projet vise à sensibiliser l'opinion publique sur l'urgence de protéger les biens publics (ou communs) mondiaux, en adoptant à la fois de nouveaux comportements au plan personnel et au niveau des politiques publiques. Ce projet prend en compte la nécessaire adaptation aux besoins et contraintes spécifiques locales : des territoires mais aussi des secteurs concernés. Il considère aussi la possible synergie avec d'autres initiatives.

### **Un projet pour lutter contre la fragmentation des actions**

Il persiste une trop forte fragmentation parmi les actions, et il manque une stratégie systémique qui implique à la fois les autorités publiques et le secteur éducatif *via* des programmes dans les écoles dans les pays concernés.

En outre, le gaspillage alimentaire, a non seulement des conséquences économiques, sociales et nutritionnelles, mais a aussi des effets graves sur la santé mondiale et celle de l'environnement, compte tenu que les grandes quantités de gaspillage de dioxyde, et des productions alimentaires de carbone qui contribuent fortement au réchauffement climatique.

De plus, et humblement, l'action visera à considérer la question des déchets alimentaires dans les pays en développement, où interviennent des contraintes financières et techniques dans la totalité de la chaîne de production alimentaire. Il s'agit d'encourager, d'impliquer les réseaux, et de mettre en œuvre la coopération décentralisée des initiatives de développement axées sur l'amélioration de l'efficacité de la chaîne de valeur alimentaire.



This project is funded  
by the European Union

Le projet souhaite considérer les causes d'une façon systémique. Les causes les plus fréquentes de déchets alimentaires dans les pays de l'UE impliquent à la fois les ménages et les entreprises, et sont liées d'un côté à la taille des portions, l'étiquetage, l'emballage et le stockage et, de l'autre côté dépendra de la sensibilisation, des préférences, de la planification, des attitudes culturelles et sociales, et de facteurs économiques.

L'autre aspect - plus local - visé par l'action est lié à l'existence de règles législatives et administratives qui conduisent souvent à des déchets alimentaires.

En particulier des activités ciblant les autorités locales et leurs réseaux leur permettront de partager les meilleures pratiques existantes et d'assumer un plus grand engagement, de modifier potentiellement la législation (par exemple, la procédure administrative pour les appels d'offres publics dans le domaine de la restauration publique, les lois nationales sur les prix réduits pour la nourriture à proximité de dates expirant, etc.). Ainsi, les actions doivent-elles constituer une réponse ascendante et concrète à l'appel du Par-



lement européen de réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2025 et aux efforts de la Commission européenne dans la même direction. Il s'agit également d'agir en synergie avec l'initiative mondiale « SAVE THE FOOD » récemment lancée par la F.A.O., qui appelle explicitement à la collaboration et la coopération.

### I. Enjeux aux plans global et local

Considérant que la durabilité environnementale et l'éradication de la pauvreté constituent des enjeux intimement interconnectés, il devient impossible d'éradiquer la pauvreté et d'assurer une existence digne à tous, sans, dans le même temps, assurer un environnement durable et un développement équilibré.

Dès lors, la diffusion de la connaissance représente une base fondamentale pour traiter ces questions.

Le projet vise à améliorer les connaissances sur ces thèmes tout en étant basé sur une expérience à long terme dans la conception et la mise en œuvre des projets de coopération et des initiatives liées aux campagnes de mise en œuvre et de sensibilisation aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, - et ce, pendant l'année européenne du développement (2015).



**Le projet DWOF vise donc à éduquer les jeunes européens et sensibiliser via une vision critique des interdépendances mondiales et leur responsabilité envers la société globale.**



culier les jeunes - sur la profonde interdépendance entre les comportements singuliers quant aux déchets au plan local et leur impact au niveau mondial.

Ils seront sensibilisés au gâchis alimentaire et à la consommation responsable, afin de les rendre capables ou responsables et agents du changement via la construction d'une alliance européenne.

A la fin du projet, un début d'harmonisation des démarches de sensibilisation au gaspillage alimentaire (chartes, guides de bonnes pratiques...) à l'échelle européenne sera proposée, notamment dans le cadre d'un forum à Bruxelles avec les Parties prenantes et les décideurs européens.



Ce projet intègre largement les débats français, et notamment : le rapport Garrot (2015); la réactualisation du Pacte sur le

gaspillage alimentaire de 2013; la gestion des positions divergentes lors des Etats généraux de l'Économie Circulaire du Grand Paris par exemple, et la transformation des écrits en actions; ou la création de réseaux européens de Jeunes et d'experts/décideurs; préparation de nouveaux forums à l'avenir.

## **II. Approches quant aux objectifs généraux et spécifiques**

### **1. Approche holiste pour rassembler les acteurs**

#### **a. Impliquer les jeunes générations sur des enjeux inter-reliés**

L'approche de base consiste à informer et sensibiliser les citoyens de l'UE - en parti-

Les déchets renvoient à de mauvaises habitudes très répandues dans notre société et impliquent, à différents niveaux, toutes les composantes de la société. Bien que le projet soit principalement axé sur l'éducation contre le gaspillage alimentaire, cette approche doit être considérée en considérant aussi de façon globale les déchets partout dans le monde. Elle concerne la question de l'utilisation responsable des ressources naturelles limitées, telles que la terre, l'eau et l'énergie. Deux-tiers des biens offerts par la nature, tels que les sols fertiles, l'eau potable et de l'air sont en déclin : les changements climatiques, la perte de la biodiversité et les tendances démographiques ont des conséquences pour la société et l'environnement naturel qui peuvent devenir irréversible. Ces défis, universels et interdépendants, doivent nécessairement être traités par l'ensemble des pays : il est nécessaire de modifier l'approche globale à tous les niveaux. Cette action consiste à commencer à partir d'actions de terrain, à la base, à essayer de changer les comportements des jeunes générations, qui sont "aujourd'hui et demain" les consommateurs et les décideurs de demain.

#### **b. Impliquer les parties prenantes sur le territoire**

Une autre composante stratégique rendant l'action efficace par rapport aux objectifs du projet se situe dans le travail avec les autorités territoriales et leurs réseaux de Parties prenantes, afin de les rendre plus conscients de l'importance du rôle qu'ils peuvent jouer dans l'éducation des citoyens. Le projet vise à prendre des mesures concrètes sur leur territoire dans le cadre de leurs compétences pour lutter

contre le gaspillage alimentaire, et plus généralement pour construire un développement humain durable à partir de leurs territoires.

### c. Promouvoir un développement humain durable en Europe

**notre monde**  
**notre dignité**  
**notre avenir**

Dans cette perspective, l'élaboration de lignes directrices spécifiques pour les acteurs locaux dans les différentes langues permettra d'étendre l'impact de l'action et de mobiliser un nombre pertinent d'acteurs locaux et de jeunes au plan global dans toute l'Europe.

Les méthodes et activités du projet sont en conformité avec l'approche globale de l'UE. En particulier l'action veut être une réponse à la résolution du Parlement de l'UE du 19/01/2012 pour une action collective immédiate de réduire de moitié la nourriture déchets en 2025. Elle est cohérente avec les stratégies pour une chaîne alimentaire plus efficiente dans l'UE (Commission européenne, "Feuille de route pour une Europe économe en ressources" Septembre 2011). En outre, dans une perspective plus large, l'action correspond à la stratégie de l'UE post-2015 sur la base d'une révision critique des résultats obtenus par les Objectifs du Millénaire pour le Développement définis depuis la Conférence Rio + 20.

### d. Insister sur les « Choix éthiques » et les possibilités des Personnes (*agency*)

La question des choix éthiques quant aux déchets alimentaires représente une question centrale dans la mise en oeuvre d'actions de compréhension et d'esprit critique par les citoyens de l'UE quant à l'interdépendance mondiale. En effet, il s'agit de montrer que les choix quant aux comportements personnels peuvent affecter les conditions de vie dans les pays développés et en développement. L'ap-

proche innovante au cœur de l'objectif spécifique consiste à considérer les jeunes et les enfants non seulement en tant que bénéficiaires de l'action, mais aussi en tant qu'acteurs-clés de ce changement.

### e. Démontrer les enjeux interconnectés

La question des déchets alimentaires soulève des questions à la fois d'ordre éthique et pratiques, en lien avec d'autres secteurs environnementaux (la terre, l'eau et le gaspillage d'énergie) et les quatre piliers du développement durable (environnement, économie, social, culture). L'objectif à long terme consiste donc à placer la lutte contre le gaspillage alimentaire et la promotion de la consommation responsable en tant que priorités culturelles, économiques, écologiques et sociales pour les citoyens européens, les entreprises, les institutions et les gouvernements locaux.

## III. Soutenir les réseaux intersectoriels et inter-générationnels

Le projet vise à créer une interface afin de diffuser des connaissances sur le sujet, répertorier les bonnes pratiques, débattre sur les sujets (pas de dogme, délibération éthique pragmatique, apprendre à faire des choix, comprendre les contraintes économiques, sociales, politiques).

### 1. Un dialogue :

- **intergénérationnel** (Ecole primaire-Lycées-Enseignants-Décideurs),
- **intersectoriel** (Education, Secteur marchand, décideurs publics, ONG, experts techniques).
- **interculturel** (avec les partenaires européens, mais aussi en tenant compte des spécificités territoriales et culturelles en France)

## 2. Activités rassemblant divers groupes d'intervenants.

Des intervenants qui n'ont pas nécessairement l'habitude de se côtoyer vont pouvoir délibérer ensemble :

- **le système éducatif formel et informel** (nous travaillons sous le haut patronage du ministère de l'Education nationale, avec le soutien de Mme la ministre Najat Vallaut Belkacem; nous collaborons largement avec l'Académie de l'Essonne);
- **les Parties prenantes concernées** par le sujet du gaspillage alimentaire, les autorités locales et nationales (nous travaillons sous le patronage du Quai d'Orsay), leurs réseaux, les institutions européennes et les organisations internationales (FAO, PNUE, PNUD), les opérateurs des médias; les organisations de la société civile qui travaillent sur l'éducation au développement par exemple

## 3. Ces acteurs collaborent lors de divers actions :

### a. Activités d'éducation :

- dans les écoles secondaires (Lycées) afin de définir des actions aux niveaux local et mondial contre le gaspillage alimentaire et pour encourager la consommation responsable ;
- la méthode Learning by Doing vise à rendre les enseignants capables de collaborer avec des experts pour les activités et reproduire l'expérience aussi après la fin de projet;
- Développement de l'éducation à l'école primaire (CM2) via l'éducation par les pairs.
- Alors que les lycéens auront rédigé une Charte sociale lors du forum située à l'Expo universelle de Milan dédié à l'alimentation (phase en amont), les enfants bénéficieront ensuite d'atelier pour

rendre vivante cette charte sociale (implémentation, en aval).



- b. **Concertation près les Parties prenantes** : activités de sensibilisation des autorités locales et représentants : avec des ateliers territoriaux ciblant les autorités concernées par les déchets alimentaires et la consommation responsable, en les sensibilisant au rôle crucial qu'elles peuvent jouer dans la sensibilisation des citoyens à des actions concrètes; Rencontre européenne des autorités et experts, afin d'échanger les 'meilleures pratiques'; Elaboration des lignes directrices européennes pour les autorités locales quant aux actions et politiques concrètes à mettre en place pour réduire les déchets alimentaires et promouvoir la consommation responsable, et le droit à l'alimentation aux niveaux local et mondial.
- c. **Concertation au plan européen** : organisation du « 1er Forum des Jeunes Européens contre le gaspillage alimentaire et de nouveaux modèles de consommation responsable et de style de vie » :
  - participation au Forum en collaboration avec l'Union européenne et des institutions internationales (telles que la FAO et / ou PNUE) à l'occasion de l'Année européenne 2015 du Développement (qui se tiendra à Milan lors de l'Expo 2015);
  - Elaboration d'une Charte européenne des jeunes pour la lutte contre les déchets alimentaires et la promotion d'un nouveau modèle de consommation responsable et de mode de vie;

- Diffusion de la Charte dans toutes les écoles européennes.

**d. Dissémination des travaux et visions rassemblés progressivement dans un livre collaboratif diffusé in fine via le numérique**

**e. Implémentation de la Charte sociale sur le territoire :**

- Campagne contre le gaspillage de nourriture, pour la consommation responsable et pour le droit à l'alimentation dans les écoles en abordant les enjeux globaux et locaux, en partenariat avec les élèves des lycées et écoles concernées, avec le soutien d'experts en communication et en politique publique (une campagne pour chaque territoire concerné);
- Création et diffusion de matériels d'information en français et anglais; Site Web européen sur le projet;
- Réalisation d'un événement local dans les territoires concernés, avec les écoles, les experts et les autorités locales et les autorités éducatives pertinentes dans le système éducatif formel;



- Organisation d'un événement public final à Bruxelles pour présenter les campagnes réalisées et les résultats du projet;
- Diffusion des résultats vers d'autres pays de l'UE grâce à des réseaux européens par Oxfam et ACR + par exemple.

#### **IV. Les résultats envisagés**

Nous visions plusieurs résultats :

- 1) L'approche globale du projet est basée sur la prise de conscience des interdépendances mondiales entre l'UE et les pays en développement; le but de projet est l'examen critique des résultats des Objectifs du Millénaire pour le développement, des nouvelles orientations des Nations unies, et de la politique après 2015 définie par l'UE;
- 3) Le projet traite principalement des jeunes, en les considérant comme de potentiels futurs décideurs, et dans le but précis de les sensibiliser aux difficultés rencontrées quotidiennement par les pays en développement en tenant compte de la l'interrelation avec notre partie du monde;
- 5) Le projet a également des répercussions sur les citoyens du projet par le biais de la participation active des entités les plus proches des citoyens, en particulier les autorités locales ou les familles;
- 6) Une grande partie des efforts du projet est orientée à la mise en œuvre des activités dans les systèmes d'éducation formelle en proposant des changement de comportements et l'engagement concret en faveur du développement durable;
- 8) Tout le projet est caractérisé par un échange continu de savoir-faire entre tous les sujets impliqués. En outre, l'organisation de forum (Milan puis Bruxelles) vise à créer la mise en réseau et la capitalisation entre les parties prenantes et le secteur éducatif.

## Un partenariat avec Passerelles sur l'éducation au développement durable

Common Good forum collabore avec intérêt avec Passerelles qui promeut l'éducation au développement durable.

La convention de partenariat souligne les valeurs et objectifs partagés. Il s'agit donc désormais de collaborer pour lutter contre le gaspillage alimentaire en associant les jeunes au sein du secteur éducatif et les Parties prenantes (ONG, experts, entreprises, décideurs publics par exemple).

L'objectif consiste à instaurer une méthode collaborative entre ces acteurs afin de rédiger un livre numérique et rédiger une charte sociale, signée avec nos partenaires européens lors du forum de Milan (dédié à l'alimentation du futur) en octobre 2015.



**La convention signée envisage donc de diffuser une culture d'éducation au développement durable - en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et le Quai d'Orsay - avec plusieurs objectifs :**

1. **Eduquer au développement durable d'une façon systémique**
2. **Relier les savoirs, les compétences**
3. **Favoriser l'intersectorialité via la coopération intersectorielle entre experts, acteurs issus d'institutions,**

**de collectivités et associations, du monde de l'éducation...**

4. **Promouvoir le pluralisme, la délibération éthique et renforcer les liens sociaux.**



En collaboration avec Common good forum, l'association à but non lucratif *Passerelles.info* accompagnera tout au long du projet les enseignants et les classes participantes en lycées et écoles primaires.

Elle animera les séances menées en classe, financera le déplacement de la délégation des lycéens français au Forum de Milan, organisera les interventions dans les écoles, les rencontres avec les partenaires publics et privés ainsi que la valorisation finale du travail réalisé.



A woman with long, wavy hair is seen from behind, looking out over a city skyline. The image is a double exposure, with the woman's hair and the city buildings overlapping. A tall, thin tower with a spire is the central focus, appearing to be part of the woman's hair. The background is a blurred cityscape with various buildings and a hazy sky.

LA PERSONNE  
DANS LA PENSÉE  
DU BIEN COMMUN

# BRIDGE-BUILDER

## ÉCOLOGIE INTEGRALE & BIEN COMMUN : LAUDATE SI ! Par Initiative Bien commun & Charte de la terre

Se référant à la Charte de la Terre, dans l'Encyclique intitulée 'Laudato si' ("Loué sois-tu") sur la sauvegarde de la Maison commune, le Pape réaffirme les responsabilités de l'activité humaine sur le réchauffement global du climat, « un bien commun ».

L'Initiative Bien commun & Charte de la Terre se réjouit de l'approche intégrale de l'environnement proposée par le Souverain Pontife, ce jeudi 18 juin 2015, car il considère qu'« une vraie approche écologique devient toujours une approche sociale ».

Le pape François propose une écologie intégrale qui va au-delà de l'écologie habituelle de l'environnement.

\* **D'une part, la question de la conciliation de l'épanouissement de la « Personne » et de l'utilité sociale au sein de la communauté** (pensée du Bien commun) apparaît clairement. Rappelons que le mot Personne (par opposition à l'Individu) témoigne symboliquement de la dimension relationnelle incarnée dans l'Expérience qui forme le fond vraiment humain de la vie des hommes. En l'occurrence, le climat est un « Bien commun » et son dérèglement, principalement imputable aux pays développés, est subi de plein fouet par les plus « pauvres » (mot cité plus de 60 fois). On retrouve donc une continuité de la Pensée sociale de l'Église dans sa conception des humains, tant « à l'intérieur d'eux-mêmes, que dans leur solidarité avec les autres, les ressources naturelles, avec tous les êtres vivants et dans l'esprit avec Dieu ».

\* **D'autre part, en abordant l'écologie sous l'angle de « la crise éthique, culturelle et spirituelle de la modernité »**, l'Encyclique propose à nouveau une conciliation de l'approche structurelle, ou purement matérielle, avec celle spirituelle. « Il y a une transcendance dans l'idée qu'en respectant la nature on réalise un acte de foi ».



## MIEUX COMPRENDRE LES ENJEUX DE LAUDATO SI. RETROUVEZ NOS AR- TICLES !

### 1° ARTICLE « LA MAGNA CARTA DE L'ÉCOLOGIE INTEGRALE : CRIS DE LA TERRE, CRIS DES DEMUNIS »



**Avez-vous lu l'article de Leonardo Boff, théologien et environnementaliste, sur notre blog collaboratif : <https://bien-communchartedelaterre.wordpress.com>**



### 2° ARTICLE « L'ÉCOLOGIE INTE- GRALE ET LA PENSEE DU BIEN COMMUN »

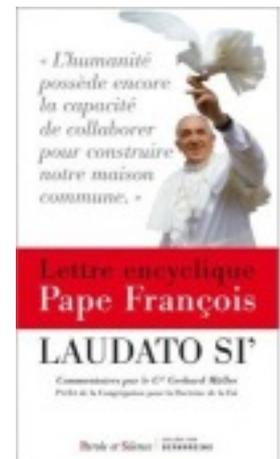
Par Violaine Hacker, <https://biencommun-chartedelaterre.wordpress.com>

« Entrer en dialogue avec tous au sujet de notre maison commune »

Quelle est donc la place de cette Encyclique qui nous invite à la délibération éthique, dans le cadre d'un agenda politique onusien sensible :

- en septembre 2015, le pape prendra la parole à l'ONU à New York (mais aussi à une session conjointe du Congrès à Washington DC composé de 167 catholiques républicains et démocrates),
- puis en décembre 2015 à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) à Paris.

Considérant qu'« une vraie approche écologique devient toujours une approche sociale », la gouvernance des biens communs prend son sens dans le cadre d'une écologie dite « intégrale ».



**Retrouvez diverses  
fiches :**

**1° Penser par le Bien commun. Laudato Si et la Doctrine Sociale de l'Eglise.**

**2° Penser par le bien commun. La Per-  
sonne**

## PENSEE SOCIALE DE L'EGLISE & LA PERSONNE

**On retrouve par exemple Jacques Maritain, qui réfute la conception libérale du Bien commun.** Il s'oppose au libéralisme qui nie la dimension sociale de la personne humaine<sup>1</sup>. La société est une condition essentielle de l'épanouissement de la personne. Pour échapper "à l'anarchie des atomes" (que représente l'Individu homoeconomicus, l'économiste doit réfléchir à la vie humaine du point de vue de l'ensemble, et non pas simplement du point de vue des individus.

De plus, le travail politique ne consiste pas simplement à veiller au respect de la liberté de chacun, mais doit contribuer à la reconnaissance des droits fondamentaux de chaque personne. L'auteur passe ainsi d'une vision en termes de libertés formelles à une vision en termes de **libertés réelles, telles la construction de capacités, selon les mots du Prix Nobel d'économie Amartya Sen.** Le bien commun consiste en la "bonne vie humaine pour la multitude" : donner à chacun et à chacune la mesure d'indépendance qui convient à la vie civilisée. Il est une œuvre qui intègre des dimensions politique et spirituelle.

Il réfute la conception totalitaire du bien commun. Le bien commun n'est pas propre à l'ensemble et donc à l'Etat qu'il représente. Il doit être redistribué et concerne toutes les Personnes<sup>2</sup>.

Parce qu'il concerne toutes les personnes

d'une société donnée, le bien commun est le fondement de l'autorité. Sur ce point, l'économiste rencontre encore le philosophe quand il constate qu'une politique publique doit être acceptée et appropriée par les citoyens pour réussir. Cette appropriation ne peut-être fondée que sur la **justice**. Cette dimension de justice redistributive implique une rectitude des actions. Les politiques publiques ne peuvent convaincre de leur justesse que si les moyens s'accordent aux fins. **Les procédures mises en œuvre doivent être équitables et à ce niveau l'éthique personnelle rejoint l'éthique sociale.**

**Par opposition au contrat social, est proposée une vision intégrée des dimensions de la personne humaine.**

La relation avec d'autres personnes est inscrite dans l'être même de l'homme, avant tout dans sa personnalité. La société n'est pas, contrairement à ce qu'affirme la philosophie moderne, un produit de l'homme, la résultante d'un contrat. C'est une chose naturelle : un fait de nature, assumé cependant par des volontés libres. La fin de la société est le bien commun de celle-ci, le bien du corps social. Le bien (ou la fin) d'un groupe social n'est pas une collection d'intérêts particuliers. Le groupe possède une existence propre, et son bien diffère essentiellement du bien de ses membres, car la communauté n'est pas elle-même simple agrégat d'atomes mais une réalité une. Il y a coexistence de deux sortes de fins, essentiellement différentes, celle de la société et celles de chaque personne.

Le cœur de la théorie maritainienne repose dans la liaison très forte qu'il effectue entre

<sup>1</sup> Dès le début du premier chapitre intitulé "la société des personnes humaines", J. Maritain précise ce que n'est pas le bien commun. Il n'est pas un bien individuel ou une collection de biens individuels.

<sup>2</sup> Dans la perspective des droits fondamentaux, cette idée suppose la définition de seuils en deçà desquels ces droits ne sont plus respectés. Ainsi l'ONU a-t-elle mis en pratique cette conception dans ses objectifs du Millénaire. De même, l'UNESCO a précisé ce qu'elle entendait par éducation pour tous dans ses conférences de Jomtien, puis de Dakar, ou sur

la dignité de la personne humaine, anthropologiquement fondée, et le droit que l'autorité sociale doit consacrer, malgré toutes les difficultés et au gré des événements et circonstances, droit qui doit toujours être référencé à la norme objective que constitue la loi naturelle. Pour Maritain, affirmer le primat du spirituel, ne signifie aucunement que le corps politique soit le bras séculier de l'Église<sup>3</sup>. La démocratie que Maritain envisage est à la fois personnaliste et communautaire. La concevoir comme communautaire, c'est reconnaître que le bien commun de la cité est supérieur à la simple somme des intérêts individuels. Mais la concevoir comme personnaliste, c'est reconnaître en même temps l'irréductibilité de la personne à l'État.

La personne humaine ne s'engage pas dans la société politique en vertu de toutes ses qualités et potentialités. Si l'être humain est un animal politique comme le disait Aristote, il ne se réduit pas à cette double dimension. La conséquence de cette proposition est la nécessaire limitation du domaine du politique, du droit et de l'économique. Il existe une tension naturelle entre la personne et la société. Les recherches économiques récentes prouvent que les rapports sociaux ne peuvent se régler uniquement par le contrat commercial et la loi. Ils supposent l'existence de conventions qui intègrent une forte dimension sociale<sup>4</sup>.

La vision intégrée des dimensions de la personne humaine présentée par J. Maritain a **quatre caractéristiques**:

1. elle est **personnaliste**, en ce que la société est un tout de personnes dont la dignité est antérieure logi-

quement à elle-même. On retrouve dans cette thèse la conception de la personne qui caractérise les philosophes des Lumières, de Grotius à Kant.

2. elle est **communautaire**, car le bien commun est supérieur à celui des individus. Il le conditionne au sens d'une condition nécessaire.
3. elle est **pluraliste**, car le développement de la personne requiert une pluralité de communautés autonomes. L'État ne peut mettre en œuvre le bien commun que si sa logique d'acteur croise les logiques privées et civiles. Le modèle de J. Maritain rejette l'idée d'un État-Providence au profit de celle d'un État qui s'occupe des tâches qui ne peuvent être réalisées de façon satisfaisante par les autres acteurs de la société. Cette thèse de la subsidiarité, qui traverse toute la doctrine sociale chrétienne, est bien connue des économistes. Elle est présente par exemple dans la Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie de J. M. Keynes. On la retrouve dans les écrits contemporains sur les biens collectifs ou dans les travaux de la Banque Mondiale sur la place de l'État.
4. Si le bien commun est d'inspiration chrétienne, il est purement **temporel**. Il ne peut être sacralisé sous la forme d'une politique chrétienne ou d'une économie chrétienne.

Il propose trois définitions du Bien commun concernant :

1. le Bien commun de la vie interne de Dieu, le Bien commun trinitaire;

<sup>3</sup> Celle-ci devra désormais exercer son autorité par mode de rayonnement moral et spirituel et non plus par la contrainte légale. Il faut reconnaître que l'Église a mis un certain temps à adapter le mode d'exercice de son autorité aux conditions nouvelles de la culture moderne.

<sup>4</sup> Jacques Maritain a ramené la doctrine des droits humains vers l'affirmation d'une plus grande importance des droits familiaux et sociaux, ce qui compensait l'aspect trop individualiste de la déclaration des Droits de l'Homme de 1789 en France.

2. le Bien commun de la création, qui dépasse l'humanité;
3. le Bien commun politique.

\*

À la même époque que Jacques Maritain, le jésuite **Gaston Fessard** reprend la problématique du Bien commun, mais l'inscrit dans une dialectique d'inspiration hégélienne. Il distingue trois étapes<sup>5</sup> : celle de la communauté des biens qui comprend des éléments matériels et spirituels comme le patrimoine de l'humanité ou les droits de l'homme, à partir de laquelle peut émerger dialectiquement le bien de la communauté (la visée du Bien qui foment l'unité de la communauté), lui-même appelé à se dépasser dans le Bien de la communion (qui ouvre sur la transcendance divine). Nous retrouvons ici de façon inductive et dans une conceptualisation différente et plus moderne, les trois aspects du Bien commun de la tradition thomiste.

Gaston Fessard découvre, caché dans l'idéal du droit et de la liberté, le Bien commun, à la fois comme **Bien de la communauté et comme communauté du Bien** : « La somme des biens privés et publics, matériels et moraux qu'intègre une société donnée, bref sa prospérité, c'est le bien de la communauté, c'est-à-dire la totalité concrète et objective où l'ensemble des besoins et des désirs de ses membres trouve sa satisfaction ». Le bien de la communauté doit être ouvert à l'universel. Il s'universalise en communauté du Bien sous forme de la reconnaissance des droits universels, c'est-à-dire des droits de

l'homme. Pour que le Bien commun se réalise, il faut à la fois le **particularisme du bien de la communauté et l'universalisme de la communauté du Bien**. Dans un humanisme ouvert à la transcendance, doit s'y ajouter une dimension verticale, celle du **Bien de la communion**.

\*

Plus proche de Maritain que de Fessard, **Lebret** écrira en 1947, une ouvrage intitulé *Découverte du bien commun*, sous-titré, *Mystique d'un monde nouveau*. « *Le Bien commun est d'abord un Bien, et ceci l'oppose déjà non seulement à l'intérêt particulier, mais même aux intérêts collectifs. Le Bien, quand il s'agit du bien des hommes, implique une donnée morale. Il ne consiste pas pour l'homme en n'importe quel enrichissement, n'importe quelle réussite, n'importe quelle jouissance. Il est enrichissement, réussite, jouissance dans la ligne même de la nature humaine, pour épanouir l'homme sans compromettre en lui les plus hautes virtualités humaines* »<sup>6</sup>. « Le Bien commun est le bien d'une communauté humaine. Il est le bien d'une communauté, qu'il s'agisse d'une communauté familiale, professionnelle, familiale ou de la communauté universelle. C'est un Bien commun à des frères qui communient en lui, le recherchant ensemble, le réalisant ensemble, le recevant ensemble. C'est un Bien que l'on choisit et désire en commun, que l'on se procure en commun, qui se reverse communément sur chacun »<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> G. Fessard, *Autorité et bien commun*, Paris, Aubier, 1944.

<sup>6</sup> Lebret, *Découverte du bien commun*, Paris, Editions Economie et Humanisme, 1947, p. 19.

<sup>7</sup> Lebret, *Découverte du bien commun*, Paris, Editions Economie et Humanisme, 1947, p. 29.

A photograph of a wooden pier extending into the ocean at sunset. The sky is a mix of orange, yellow, and blue. The pier is made of dark wood and has a railing. In the background, there are streetlights and a sign. The text "BRIDGE-BUILDER" is overlaid in white, sans-serif font in the center of the image.

# BRIDGE-BUILDER

# BRIDGE-BUILDER

## S.P.I.R.A.L. : CO-RESPONSABILITE POUR LE BIEN-ETRE DE TOUS... AVEC TOUS !

Par Sébastien Keiff,  
Secrétaire général,  
Together France

### Des textes fondateurs

La situation planétaire ou locale n'a jamais été aussi terrible au plan social, comme aux plans climatique et écologique. Face à cette situation, les grands engagements mondiaux peinent à s'incarner de manière tangible, et à se traduire concrètement dans le quotidien de milliards de personnes. A l'inverse, les initiatives locales, citoyennes, fleurissent, dans une reconquête de pouvoir et d'espoir sur nos destinées. Elles peinent à trouver l'échos suffisant de la transformation radicale qu'elles appellent de leurs vœux. Aujourd'hui face au risque d'érosion de soi, de délitement des liens et d'effondrement des écosystèmes locaux et planétaires, l'affirmation claire de

notre co-responsabilité pour un bien-être de tous, sans distinction, sans exclusion, pour aujourd'hui et pour demain devient non seulement une nouvelle voie de possible, mais aussi un objectif ultime de la société.

Encore faut-il pouvoir la construire de manière concrète : c'est le propos de la démarche SPIRAL. Depuis déjà de très nombreuses années, les constats et les enjeux planétaires sont posés, connus, médiatisés, partagés.

**Le Club de Rome, le Sommet de la Terre à Rio, la Charte de la Terre, la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, et même plus proche de nous, la stratégie européenne de cohésion sociale ou le Grenelle de l'environnement... tous les grands textes fondateurs se sont accordés sur l'urgence de reconquérir notre responsabilité envers les biens communs. S.P.I.R.A.L. se situe dans cet héritage fort.**

**S.P.I.R.A.L.** est un acronyme. Il signifie Societal Progress Indicators for the Responsibility of All (indicateurs de progrès sociétal pour une coresponsabilité de tous). C'est aussi une démarche d'élargissement progressif, en spirale, du nombre de personnes impliquées. **Spiral est née au Conseil de l'Europe au début des années 2000 afin d'outiller la stratégie de cohésion sociale européenne qui peinait à trouver un échos et une traduction, notamment dans les pays déjà durement touché par les crises.**



Peu à peu, au-fur-et-à mesure des apprentissages de terrains et des remontées des personnes impliquées, la démarche s'est consolidée, outillée. Elle reste en constante évolution, mais en appui sur des valeurs fortes partagées dans une communauté de 400 territoires mobilisés dans 28 pays. SPIRAL est aujourd'hui portée par le réseau « Together », et en France, par son antenne nationale « Together – France ».

### Together-France et la diversité des Personnes

En premier lieu, on constitue un petit groupe d'acteurs moteurs et très divers. Même si nous ne sommes par exemple que 10 personnes, nous devons être ouverts aux points de vue différents, nous devons même aller les chercher, permettre l'expression de la controverse dans le groupe. Par exemple, sur un territoire d'une commune, nous pouvons trouver un élu, un technicien, un bénéficiaire du RSA, un agriculteur, un chef de petite entreprise, un père célibataire, un jeune de quartier difficile.

**... Il n'y a pas de « représentativité » de personnes ou de communautés, mais une diversité de personnes aux points de vues, aux usages et aux vécus différents.**

Ce groupe - appelé « plateforme multi-acteur » - cherche en premier lieu à partager une prise de conscience sur notre coresponsabilité vis-à-vis des communs dans le monde tel qu'il est.

Puis chacun va personnellement répondre à 2 premières questions :

- *Qu'est-ce qui fait mon bien-être ?*
- *Qu'est-ce qui fait mon mal-être ?*

### De l'expression personnelle à la construction collective

Ceci fait, - pour passer de l'expression personnelle à la construction d'une vision collective du bien-être et du mal-être au sein du groupe - , une typologie de 9 domaines et 68 composantes du bien-être est utilisée. Cette typologie a été élaborée sur la base des 200 000 premières expressions de bien-être, avec les participants des territoires.

Une fois le diagnostic posé et pleinement partagé, la 3<sup>ème</sup> question de SPIRAL est posée : Que faites-vous ou que pouvez-vous faire pour améliorer votre bien-être et le bien-être de tous ?



## L'engagement et les capacités de chacun

Cette étape majeure est engageante pour chacun. **Elle permet de révéler les capacités de chacun à contribuer à l'élaboration d'un programme dans lequel chacun trouvera sa pleine expression en tant que Personne**, mais aussi sa contribution individuelle au sein d'un collectif.

Elle révèle également par une rapide analyse en creux, les endroits où le groupe ne dispose pas de levier pour répondre aux situations exprimées, et donc la responsabilité relève nécessairement d'un tiers qu'il faudra alors mobiliser.

Tout de suite après avoir partagé l'ensemble des capacités et propositions, le groupe travaillera sur une action dite « démonstrative » sur laquelle tout le monde commencera à travailler dès le lendemain matin très concrètement. L'action démonstrative doit être durable, simple, concrète, coresponsable (chaque membre du groupe y contribue en apportant ses propres capacités) et doit permettre de montrer de premiers effets dans un délai court (3 mois).

C'est **une mise en mouvement du groupe**. Ceci n'exonèrera pas de la construction du programme complet qui se fait dans l'étape suivante, mais elle permet de **sortir très vite des incantations et d'apprendre ensemble en faisant ensemble**.

A l'issue de ce premier cycle, le groupe aura donc défini son programme de coresponsabilité pour améliorer le bien-être de tous assorti d'indicateurs co-définis, et il sera passé à l'action.

Puis chacun des membres de ce groupe va renouveler la démarche au sein de son « homogénéité ».



Chaque membre du groupe est en effet devenu « facilitateur » et sera chargé d'animer un nouveau groupe local, mais aussi d'assurer les remontées des productions des groupes homogènes au sein de la plateforme. L'élu va constituer un groupe « homogène » d'une dizaine d'élus.

Par exemple, le chef d'entreprise va pouvoir constituer un groupe de chefs d'entreprises. Le bénéficiaire du RSA va constituer un groupe de bénéficiaires du RSA ou autres. Le jeune de quartier... C'est la démarche d'élargissement en SPIRAL.

On commence à 10, et on devient 100. Les questions et les étapes seront les mêmes et la plateforme sera chargée de la coordination et de la capitalisation...  
... et ainsi de suite jusqu'au 3<sup>ème</sup> cycle de nouvel élargissement





## La définition de consensus

Par cette démarche, SPIRAL approche ainsi deux problèmes complexes et difficiles à partager. Ces questions constituent des clés pour la construction d'un monde durable, responsable et sobre, dans lequel chacun trouve la réponse à ses aspirations.

1. Le premier de ces problèmes est celui de la **construction d'indicateurs alternatifs au Produit intérieur brut**. Malgré tous les travaux d'experts, personne n'a jusqu'à aujourd'hui réussi à désacraliser la perversité de cet indicateur monétaire, créateur en lui-même, intrinsèquement d'inégalités et de destructions des biens communs, notamment des biens communs universels environnementaux. SPIRAL propose que ce soient les citoyens eux-mêmes, par l'expression de leur bien-être et de leur mal-être qui définissent les indicateurs et les trajectoires pour les atteindre.
2. Le second problème est celui de l'opposition, **de la conflictualité permanente**. Nous sommes tous embarqués sur un même navire, nous sommes condamnés à le partager. Notre responsabilité est commune, collective, totale, pleine et entière. Il n'y a donc pas d'autres voies que la coresponsabilité. L'affirmation et la traduction de cette coresponsabilité dans la gestion des communs doit s'opérer à toutes les échelles. Cela suppose une nouvelle répartition des pouvoirs et des responsabilités. Ce qui engendre pour certains le fait d'accepter d'en perdre potentiellement, mais aussi pour d'autres d'accepter d'en prendre. SPIRAL construit localement ces nouveaux partages au sein des communautés en trouvant le juste équilibre dans le passage à l'échelle.



## En conclusion,

C'est de façon pragmatique, dans l'innovation, la citoyenneté, l'horizontalité, les réponses au mal-être et le renforcement du bien-être de tous que nous pourrons gagner ensemble le défi de notre responsabilité envers les communs. C'est le seul combat que nous ne pourrions pas rejouer.



# LA « PERSONNE » DANS LE RESEAU TOGETHER

Par Violaine Hacker, Common Good forum

**Le réseau Together propose une approche territoriale pragmatique et ciblée permettant ainsi de déterminer une bonne gouvernance des biens communs.** On retrouve ici les trois grands enjeux majeurs en la matière.

En effet, le Bien commun ne renvoie pas seulement à une finalité (ce qui reviendrait seulement à penser 'pour' le Bien commun, avec un potentielle dérive totalitaire), mais davantage à un processus (penser 'par' le Bien commun).

**Il peut ainsi être décomposé en trois sous-ensembles inter-reliés :**

## **1. Le bien de la communauté :**

les choix des modes de gouvernance des ressources matérielles ou immatérielles, tels les biens publics ou autres biens mis en commun.

## **2. La communauté du bien :**

considérée comme le caractère « effectif » de l'accès de chacun aux biens communs, tels les services publics.

Par exemple, un accès aux soins de santé peut « sembler » accessible à tous, grâce à un système de sécurité sociale performant. Toutefois, *de facto*, l'accès peut sembler plus délicat, car il n'est pas réellement assuré ou efficient pour ces Personnes : problématique des transports, ou du temps, ou de la compréhension (peur, difficultés d'ordre psychologiques, sociales ou économiques, connaissances insuffisantes, ou cultures différentes), par exemple.

La pensée du Bien commun considère qu'il n'existe pas un individu purement ra-

tionnel et isolé tel un *homoeconomicus* (même s'il vit au quotidien dans la solitude reclus chez lui !). Il s'inscrit plutôt dans un processus social, temporel et global. L'humain est comme « situé » et ce d'une façon dynamique. Il peut évoluer, et n'est pas figé dans un statut. Son identité est multiple, complexe et évolutive. Il est amené à faire des choix éthique situé, c'est-à-dire en fonction d'un écosystème. Les modes de gouvernance varient donc dans le temps et l'espace, et en fonction des problématiques personnelles.

## **3. Le bien du bien commun :**

qui pose la question essentielle du bonheur dans la cité, et de l'équilibre de la relation entre la Personne et la Communauté. Une relation trop forte aboutirait au totalitarisme avec la fusion de l'individu dans une communauté monolithique.

A contrario, une relation trop faible conduirait à l'atomisation du corps social.

En outre, en philosophie, et contrairement au paradigme individualiste, la notion de Personne propose de considérer que : les humains existent les uns par les autres; et tout au long de leur vie; grâce à leurs relations; et selon un processus de création réciproque et continue.

**Il n'y a pas de sujet sans intersubjectivité. La personne est située dans sa relation, par l'altérité et l'expérience de la différence.** En effet, l'autre, dans sa différence, ou dans le danger virtuel ou potentiel qu'il peut représenter, mais aussi dans sa résistance à sa logique souvent expansionniste, représente non pas un ennemi (un « Loup pour l'Homme », Thomas Hobbes), mais plutôt le compagnon nécessaire au cheminement vers une forme d'humanité. L'humain est situé dans un contexte et dans une relation : à la Nature, à l'autre, et à la différence.

**On retrouve dans le réseau Spiral le pragmatisme des décisions contextualisées, et la place de la Personne.**



# BRIDGE-BUILDER

# BRIDGE-BUILDER

## UN KAWAA : POUR CONNEXIONNER PERSONNES ET COMMUNAUTÉS DANS LA VIE REELLE !

Par Corinne Dardalet, Kawaa



Pour Kévin André, - fondateur de Kawaa -, *"il s'agit de faire vivre l'expérience physique du hasard des rencontres de façon encadrée et sécurisée. On ne peut que constater, malgré le succès des réseaux sociaux en ligne, la subsistance voire l'accroissement du sentiment de solitude.*

*Ni site de rencontre, ni réseau social déconnecté de la réalité, Kawaa invite tous les habitants à partager un café dans un esprit ouvert et chaleureux. Nous souhaitons mettre la puissance des réseaux sociaux en ligne au service du lien social réel. »*

**de comprendre en quoi Kawaa - entreprise solidaire - permet de connecter les Personnes et les Communautés dans la vie réelle.**

**A partir de quel constat Kawaa a voulu re-créeer du lien social ?**

Un Kawaa permet de créer du lien social de proximité. Née de la conviction que le lien social est une nécessité pour chacun, et manque parfois dans nos sociétés sur-connectées, Kawaa est une entreprise solidaire qui se donne pour mission de connecter les gens dans la vie réelle.

Et quoi de plus adéquat que d'aller prendre un café pour discuter, échanger, partager avec un inconnu autour d'une thématique commune gérée par des passionnées ou des associations !

**En quoi Kawaa encourage-t-il à oser le hasard des rencontres ?**

Pour les habitants d'une ville ou d'un même quartier, Kawaa représente l'opportunité de rencontrer d'autres personnes autour d'eux - potentiellement de communautés différentes, et de partager un café, et cela après une simple inscription, anonyme et gratuite, sur la plateforme [www.kawaa.co](http://www.kawaa.co).

Ensuite, lors de la rencontre, par petits groupes de 2, 3 ou 4 personnes, les participants seront invités à faire connaissance et échanger autour d'un thème défini grâce à des outils d'animation créés par Kawaa sous forme de jeu proche d'un forum ou 'world café', avec des questions proposées pour susciter le débat.

# KAWAA

CONNECTER LES PERSONNES ET LES  
COMMUNAUTÉS DANS LA VIE RELLE



KAWAA

*Il s'agit de faire vivre l'expérience physique du hasard des rencontres  
de façon encadrée et sécurisée.*

*On ne peut que constater, malgré le succès des réseaux sociaux en  
ligne, la subsistance voire l'accroissement du sentiment de solitude.*

Disponible pour tous, le format "Kawaa" a ainsi permis d'organiser près de 200 rencontres dans une vingtaine de villes françaises mais également à l'étranger, rassemblant ainsi plus de 2000 participants pour leur faire vivre le hasard des rencontres.

En outre, des chantiers sont en cours pour la start-up, et notamment le développement de l'application mobile Kawaa qui permettra de multiplier le nombre de rencontres locales en facilitant l'organisation et la recherche de rencontres thématiques géolocalisées... Sortie prévue à la rentrée 2015 !

**Pouvez-vous nous parler des personnes qui se sont spécialement engagées pour favoriser ces échanges ?**

Les rencontres Kawaa sont possibles grâce à une communauté de "Créateurs de liens" : des personnes volontaires et formées qui souhaitent faire profiter leurs voisins de cette expérience, et les amener à échanger autour de sujets qui les intéressent.

Le Créateur de Lien est chargé du bon déroulement de chaque rencontre. Accompagné par l'équipe Kawaa et le reste de la communauté, il veille à la bonne organisation et à l'animation de l'événement.

Des outils sont mis à disposition des participants afin de guider leur rencontre, comme par exemple des cartes "Café Gourmand". Particulier, association, commerce de proximité, café ou encore acteur public, chacun peut devenir Créateur de lien dans sa ville ou son quartier autour de la thématique qui

l'intéresse.

**Le Kawaa est-il juste une occasion de prendre un café et de faire ainsi des rencontres, ou proposez-vous aussi une méthode et un format spécial pour susciter le débat - parfois contradictoire - entre des personnes de milieux divers qui n'auraient peut-être pas l'occasion de se rencontrer facilement dans leur quotidien ?**

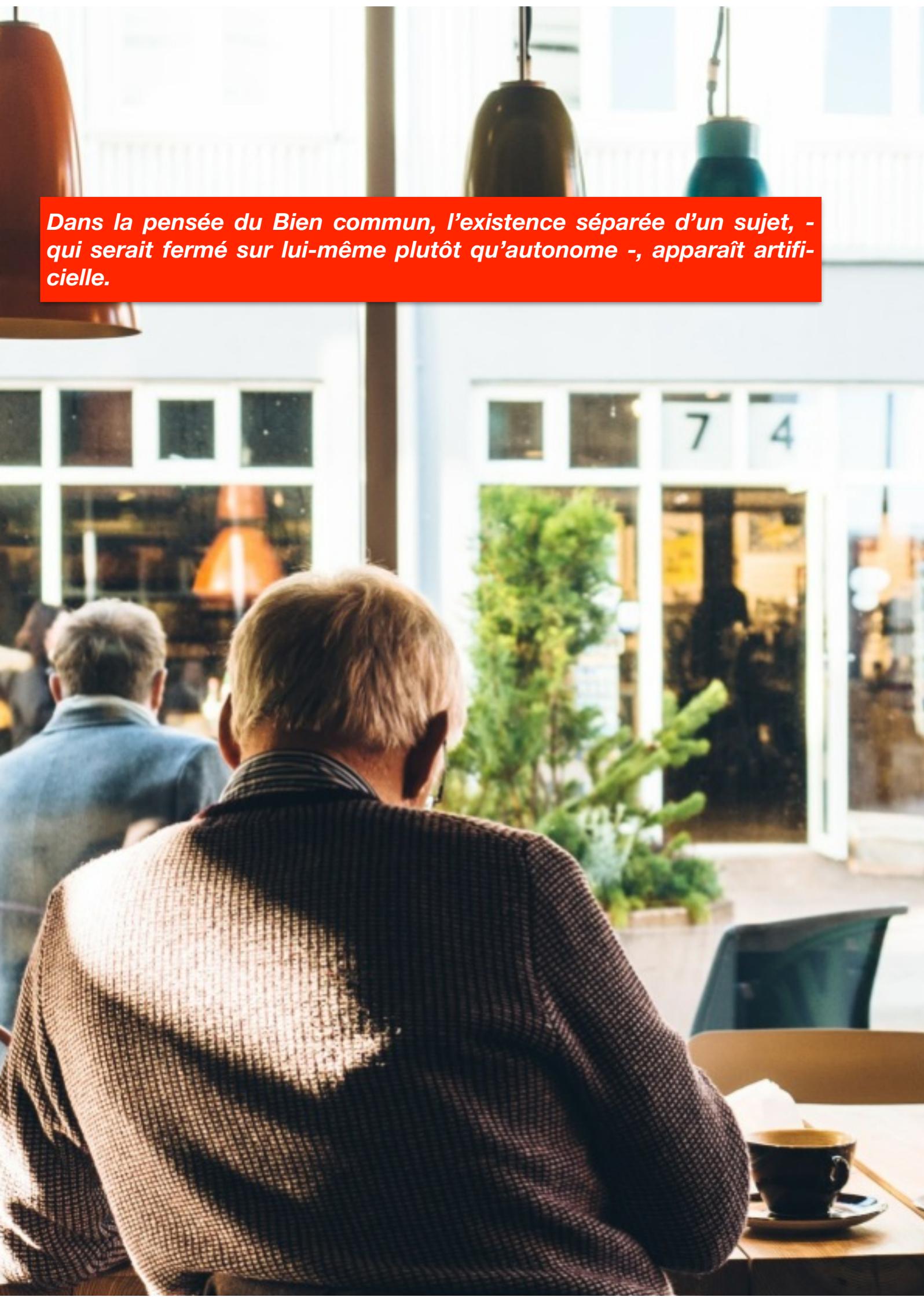
Nous travaillons dans cet esprit, c'est-à-dire pour susciter les expériences physique du hasard des rencontres de façon encadrée et sécurisée. Dès lors, en amont, nous préparons certains points avec les personnes ou



organisations avec qui nous collaborons pour organiser les événements.

Nous les formons à animer le Kawaa en leur proposant certains repères méthodologiques sur le fond et sur la forme. Par exemple, nous leur donnons des conseils pour accueillir et gérer les groupes, assumer les divergences, amener les plus timides à prendre part à la rencontre...

*Dans la pensée du Bien commun, l'existence séparée d'un sujet, - qui serait fermé sur lui-même plutôt qu'autonome -, apparaît artificielle.*





Dans cet esprit, nous proposons un processus souple, avec au départ un moment dédié, pour que chacun se présente, un autre pour tirer au sort les noms et constituer ainsi en tirant au sort les sous-groupe (ne pas dépasser 3 personnes afin de pouvoir bien dialoguer, échanger), puis vient le moment de présenter les questions pré-rédigées avec la personne ou l'organisation créatrice de la rencontre, et enfin le moment pour délibérer, et recevoir un retour de l'ensemble des participants.

Nous encourageons surtout à écouter l'expérience de l'autre, à trouver en soi des souvenirs, des actions, des enseignements que nous avons parfois oubliés mais néanmoins intéressants de partager.

Enfin, après le retour avec l'ensemble des participants, nous continuons le débat, puis nous demandons de nous faire part d'un retour d'expérience sur un petit formulaire, pour pouvoir toujours avancer !

#### Exemples de sujets abordés :

- la coexistence des pratiques religieuses,
- l'entrepreneuriat,
- l'eau,
- l'amour,
- la technologie,
- ou encore l'Eurovision, comme sujet politique, culturel ou économique ?!!...

#### Contact :

Corinne Dardelet : [corinne@kawaa.co](mailto:corinne@kawaa.co) 06 58 91 28 38

#### Retrouvez Kawaa...

... sur internet : [www.kawaa.co](http://www.kawaa.co)

... sur Facebook : [facebook.com/kawaa.co](https://facebook.com/kawaa.co)

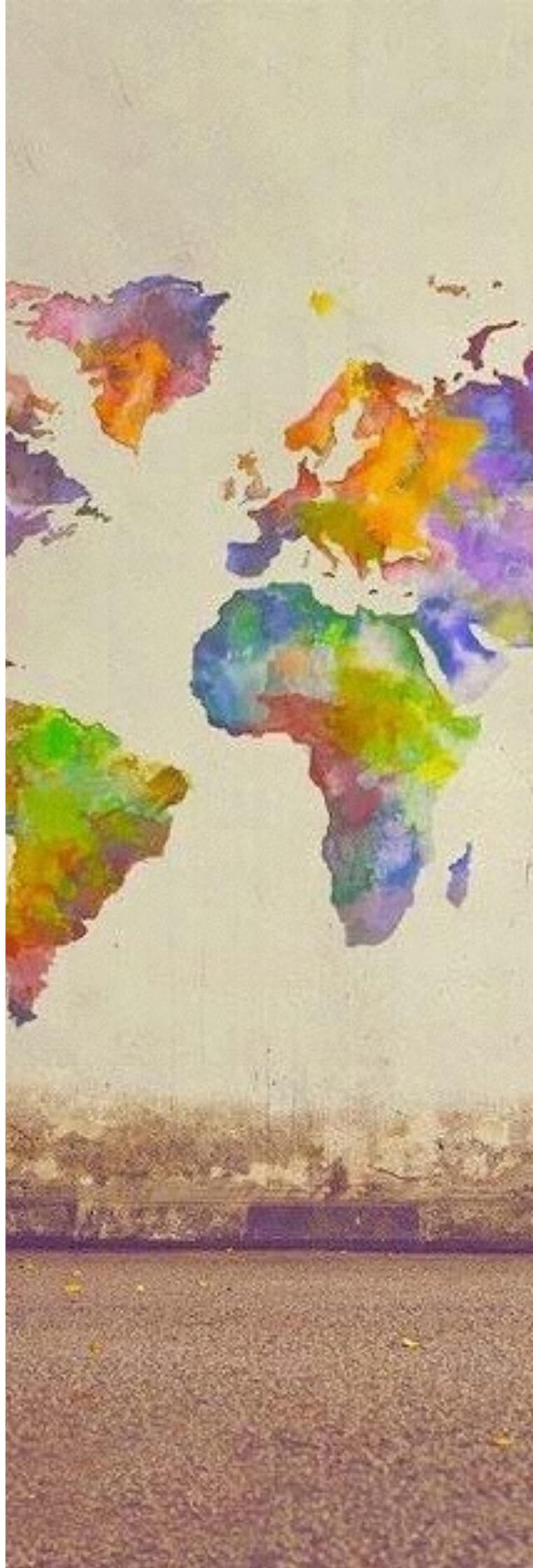
... sur Twitter : [twitter.com/kawaa\\_co](https://twitter.com/kawaa_co)



# LE KAWAA DE COMMON GOOD FORUM & LA CHARTE DE LA TERRE

Le 25 avril 2015, Common Good forum et la Charte de la Terre ont organisé une rencontre Kawaa à la Cité universitaire internationale (lors des Rencontres du Refedd, Réseau des Etudiants Français en Développement Durable) ... **Une belle occasion de faire vivre la Charte de la Terre et de manifester la délibération éthique chère à la pensée du Bien commun !** Grâce à des participants particulièrement ouverts d'esprit, nous avons pu aborder facilement - d'une façon intellectuelle et pragmatique - la question de l'Unité dans la Diversité et du Développement durable. De beaux échanges avec des participants de tous les horizons !

L'objectif consistait à aborder la notion d' « Unité dans la Diversité » à travers divers cas concrets. Nous avons ainsi utilisé les grands principes éthiques de la Charte de la Terre. Les participants étaient ainsi libres de parler et de comprendre de façon pragmatique un sujet à la fois diplomatique et juridique complexe (la charte sociale) en prenant des exemples tirés de leurs expériences. Par exemple, un article portait sur la relation aux animaux. Il avait suscité des débats houleux lors des négociations internationales avec les Parties prenantes. Lors de l'atelier Kawaa, les participants ont pu partager leurs visions : « avons-nous du respect ou de la compassion pour les animaux ? » ... Cela dépend souvent de notre culture, de notre religion. D'autres participants ont plutôt abordé la question de la tolérance. Ce sujet a l'air a priori consensuel, mais une personne a considéré qu'elle ne se sentait pas a priori tolérante, et elle a pu illustrer et argumenter avec des exemples tirés de son quotidien. **Le bien commun vécu...**



# LA PENSÉE DU BIEN COMMUN ET LA PLACE DE LA PERSONNE CHEZ MARTIN BUBER

**Dans ces rencontres organisées par Kawaa, on retrouve bien le rôle et la place accordée à la Personne, - notion centrale dans la philosophie du Bien commun, - en particulier chez Martin Buber.**

Ce philosophe juif d'origine allemande (1878-1965) est l'auteur de *Le Je et le Tu* (*Ich und Du*, 1923) et de « *Dialogue* », « *Le Problème de l'homme* », « *Distance et Relation* », « *Éléments de l'interhumain* » -. Il est le philosophe du dialogue qui soutient le personnalisme.

**« Toute vie réelle est rencontre »**

L'être humain est par essence *homo dialogus* : il ne peut s'accomplir sans communier avec l'humanité, la création et le Créateur. Une personne ne peut vivre au sens plein du terme que dans la sphère inter-humaine.

Le dialogue repose sur la réciprocité et la responsabilité. Cette rencontre se réalise à trois niveaux :

1. **L'homme dans sa relation à la nature;**
2. **L'homme dans sa relation avec les autres hommes (la principale relation);**
3. **L'homme dans sa relation avec les existences spirituelles.**

Dialoguer avec l'autre, c'est affronter sa réalité et l'assumer dans la vie vécue. Cette conception de la Personne s'oppose à celle de l'individu, où l'autre n'est perçu que par rapport à soi-même, qu'à la perspective collective, où l'individu est occulté au profit de la société.

**Deux paradigmes :  
l'individu et la Personne**

Les notions d'individu et de personne renvoient à deux conceptions très différentes de l'humanité, - conceptions antagonistes qui se reflètent dans les mots eux-mêmes. En effet, selon le paradigme de l'individualisme, le sujet est Un avec lui-même. Il peut être et demeurer humain, tout en étant séparé d'autrui, sans relation avec lui. Littéralement, le mot Individu désigne : un être non divisé, ou le fait de coïncider, ou être un avec soi sans autrui.

En revanche, au plan historique et en Occident, la notion de Personne ne trouve sa place qu'avec le Christianisme, qui répondra à de nombreux tâtonnements au plan social et idéologique, depuis l'Antiquité grecque jusqu'à la période médiévale et celle de la Renaissance et des Lumières.

On retrouve cette conception dans toutes les religions, et dans de nombreuses cultures, - comme en Afrique du Sud, avec la notion d'Ubuntu souvent prônée par Nelson Mandela : « Je suis parce que Nous sommes » (cf. Bridge-Builder #4 The Common Good and Ubuntu: an Intercultural Dialogue).

**Contrairement au paradigme individualiste, la notion de Personne propose de considérer que :**

- **les humains existent les uns par les autres,**
- **et tout au long de leur vie,**
- **grâce à leurs relations,**
- **et selon un processus de création réciproque et continue.**

Il n'y a pas de sujet sans intersubjectivité. La personne est située dans sa relation, par l'altérité et l'expérience de la différence.

**La Personne** ne représente pas un ennemi (un « Loup pour l'Homme », Thomas Hobbes), mais plutôt le compagnon nécessaire au cheminement vers une forme d'humanité.

L'humain est situé dans un contexte et dans une relation : à la Nature, à l'autre, à la différence.

### **La Personne et les Communautés**

Corrélativement, l'existence séparée d'un sujet, qui serait fermé sur lui-même plutôt qu'autonome, apparaît artificielle. Le personnalisme cherche davantage à penser la Personne dans une communauté. Il n'est pas un individu purement rationnel et isolé (même s'il vit au quotidien dans la solitude reclus chez lui !). Il s'inscrit dans un processus social, temporel et global. La notion de Personne permet alors de concilier l'épanouissement de la personne et l'utilité sociale dans la communauté.

Deux conceptions s'affrontent ainsi. Si l'individu se constitue par un mouvement de repliement sur soi, d'affaissement et de séparation, la Personne se caractérise au contraire par un mouvement d'ouverture aux autres, de dépassement et de communion.



Il ne s'agit pas de voir ici un être égoïste face à un autre qui serait plus généreux ! L'humain est plutôt comme « situé » et ce d'une façon dynamique. Il peut évoluer, et n'est pas figé dans un statut. Son identité est multiple, complexe et évolutive.

En ce sens, l'individu aurait des « tendances », alors qu'être une personne représente des exigences. En effet, l'effort (dans la relation) lui est nécessaire pour accomplir sa vocation de Personne dans la communauté.

**Voir les fiches 'Penser par le bien commun', par Common Good forum :**

**<http://www.commongoodforum.eu>**



# BRIDGE-BUILDER

## THE PERSONS, THE COMMUNITIES AND UNITY IN DIVERSITY

## TESTIMONY FROM THE BALKANS

By Ms Enisa  
Murseli Gjokaj

### **Diversity in the Balkans as our biggest treasure**

Coming from the Balkans, from multicultural society, I truly understand the word 'Diversity'. I grew up in a neighborhood where my best friends were Elena, Cace and Zoki. We were best friends, I had also Roma and Turkish friends. We didn't laugh when they couldn't pronounce words rightly in one or another language, we all played together day and night. We grew up respecting each other religious holidays.

They were coming in my house eating baklava and other sweets for Bayram, and I was visiting them for Easter, and we were going together for picnic on Sent Gorge day. We learnt a lot from our diversity, and understood it as our biggest treasure, considering that we are strengthening the foundations of multiculturalism.

### **Nationalism, ethnic conflicts in Macedonia and the role of the EU**

The critical situation in the Balkans is that every government uses nationalism and ethnic conflict to stay in power, and minority groups in those countries are easily manipulated because of the pride they have. On the surface, the crisis in Macedonia may appear to be the result of ethnic and political tensions, but its roots lie much deeper.

To overcome this crisis, Macedonia needs a solution that can bring stability without violence.

The EU's role is vital; however, the EU's role in the Balkans has stagnated in terms of further integration and enlargement. Simply put, it seems that the later one joins the EU, the more concessions are necessary: either one must give up one's name (the Macedonia-Greece problem), a piece of territory (Croatia granting sea access to Slovenia), Serbia recognition over Kosovo and expectations that Albania will finally need to fully "agree" to its territorial water agreement with Greece before any further talks about EU accession.

This is only one side of the very complicated *sui generis* European Union. The democratic deficit the EU suffers from



might also have to lead to further “contracts” with existing Member States. No matter the rhetoric sold by the EU, its member states are still unitary actors following their own national interests. This raises one question : how does media spread tensions and speech? Is social media increasing and making hate speech more visible and easier to spread? Who owns the media? The truth is that each of us is deeply influenced by the messages that are constantly being pounded into our heads by the mainstream media. Recently I asked a friend which newspaper represents opposition oriented press, and which one is pro-government in Montenegro. She laughed and just told me that she didn't read newspapers anymore, because there is no more free opinion and free speech in the media.

Over time, getting together and organizing social events such as sport activities, school activities, cultural and art events, people will start associating with different cultural and ethnic groups. Nowadays the network of the civil society is doing exactly the same thing, creating cooperation between minorities groups and filling up the gap. I must say they are working very successfully in the region. I hope soon this model to be taken by our governments

and political parties, because conflicts in the Balkans are created alongside the absence of communications and tolerance.

Our countries are dealing also with corruptions, unemployment and lack of transparency of the stakeholders. When people go out protesting for some changes in society and respect of human rights, the governments is opposing them by calling them ‘betrayers of the nation’. We may have different ethnicity, we may speak different language and different religion, but we all want equal rights, good health system and economic development of our country. We all want security and employment of youth after graduation. And yes we all believe that acceptance of our countries in the EU and/or NATO will make our life easier, facilitate free movement, help develop economic investments and promise security and stability in the region.



\*\*\*

As a conclusion, improving understanding and cooperation among ethnicities and different religious groups, help make the Balkans a beautiful mosaic of diversities. With the creation of stability and security, we will stop migration of youth people, we would value our cultural treasure, and break stereotypes. We should be optimistic that the new generation can do more, make progress and support Unity in Diversity, finding the balance between all and moving forward.

**Ms Enisa Murseli Gjokaj** holds a bachelor's degree from the New York College Thessaloniki-Greece, Empire State College USA from the department of Political Science in the field of International Relations. She is the founder of the Youth Organization “Shpresa”, and with her 12 years experience in NGO sector she works successfully on Women Empowerment, Youth Development and Leadership.

Ms. Murseli-Gjokaj is working on achievement of equality between women and men as partners and beneficiaries of development, human rights, humanitarian action and peace and security. She was Project Coordinator of Drugs, Aids and Prostitution – IOM; Better think than act! IOM and USAID; “Women in politics” - Robert Schumann Foundation; Women Rights Campaign – Municipality of Tetovo and OSCE; The Women Votes and the Gender Gap- US Embassy Skopje.

Ms.Murseli-Gjokaj has participated at a number of conferences and seminars as European Policy Summit - “Europe’s Balkan Partners; “Democracy and Security today »- (BTD, NATO, OSCE, KFOS-SOROS;) Shaping the Future of Europe”- Konrad Adenauer Foundation; “XVII International AIDS Conference”, Mexico; United Nations Alliance of Civilization-Portugal. Promoting peace through Understanding with PTPI University Chapter Macedonia; She has also organized seminars and workshops on international and domestic politics during her internship period at the U.S. Consulate General in Thessaloniki, Greece.



As a Higher Education Reform Expert she was promoting and enhancing voluntary progress toward the Bologna objectives in the light of national needs and aspirations. In Liberal Alternative Institute in Skopje, she is departmental chair for Gender Issues, Youth and Education, and Health and Environment.



She is now one of the champions for creating Global UNAOC Civil Society Chapter, and part of the Steering Committee of UNAOC Civil Society Chapter in Macedonia, in partnership with the Common good forum.



THINKERS

# THINKERS

## THE COMMON GOOD AS AN EXPERIENCE

By Pr. François Flahault, CNRS, Philosopher

**Even though the notions of the Common good and of General Interest are considered by many to be equivalent, the two terms in fact refer to different understandings of the human condition, as well as to very different visions of the society.**

### **Against the Utilitarian purposes**

The term 'public interest' often seems to be the most commonly used concept in the modern state, and is aligned with the dominant view of the market economy as the alpha and omega of human societies.

This point of view presupposes that humans created society for utilitarian purposes, such as economy and security. In that sense, individuals would exist prior to society, and their existence as

human beings would represent a natural property of their bodies. Thus, the social life of humans should only concern their existence and wealth, not necessarily their well-being.

### **A reversal of perspective**

Over the last decades of the twentieth century, a reversal of perspective has come into being, and is now fully accepted. The remarkable progress in primatology, in paleoanthropology and developmental psychology have led to the same conclusion : the *raison d'être* of human nature is the so-called 'social state'.

Aristotle, Thomas d'Aquinas, and most non-Western cultures are right: the social life does not only exist for utilitarian purposes, or according to basic interests, but also for the Common good. This means that social life is not only based on our assets, but also on our well-being. For instance a newborn will only get a place as a human being in a socialized context of coexistence.

### **The Experience of the Common good**

He will need to be with other people to coexist, and the institutions will guarantee the baby can experience is the mutual attachment which binds him to adults being moment may be called «common experience» because each partner enjoys the relationship of the property which depends on the condition that others are also experiencing.



### Definition of the Common good

In that respect, the Common good is the essential living of all human existence throughout life. At all ages and in all cultures, we are sensitive to the social environment in which we live. The concept of 'experienced' common economy called public goods or common good as a 'non-rival good' (consumption of the good by anyone who does not reduce the amount available to others), and non-exclusive (free access), for example: public lighting, the light and heat of the sun, radio, Internet.

Thus, the essence of the 'experienced' common good lies on top of these criteria as a third one. The presence of other people does not diminish the good that I can feel, but on the other hand, other people are necessary to feel the pleasure of a conversation with them. Considering that each of us can become a 'person' within a social life and culture, citizens should be provided a sustainable common world.

### Common good versus morality

Nonetheless broadcasting a moral discourse, or seeking good feelings are not enough. The question of the Common good also involves a process of thinking as well as of taking political action. Obviously a balance of power, effective insti-

tutions, and adequate economic and social organization are necessary conditions essential to the welfare of people.

### The necessary complement of the Human rights doctrine

A renewed conception of the common good appears as the necessary complement of the human rights doctrine. Human rights are individual rights and they strive to provide a remedy against the abuse of power by other individuals. Thus they do not say what the purpose of the human is beyond his or her utilitarian social function. They do not say what binds members of society together.

According to the liberal societies, it is generally accepted that the state must guarantee individual rights with human rights, but it does not prescribe a conception of the 'good life'. Individuals are the best judges of what is good for themselves. The government obviously does not have to say what people should or should not like. However, in addition to social injustice, stands degradation of tangible or intangible properties, because they are relational goods able to nourish both the existence of each, and his or her links with others. It is therefore desirable that governments and citizens, at their



respective levels, are concerned about

what improves or degrades, the quality of the relations and social life of individuals.



### Common Good and Totalitarianism

This question may raise to another one : could enforcing the common good lead to totalitarianism ? No, quite the contrary. It is essential, in fact, to distinguish between, on the one hand, institutions and authorities that organize society, and secondly, the personal, relational and social life of its members. The social life is an end in itself, while institutions and authorities are not and should not be a mean to serve it. Also the philosophy of the common good should not limit freedoms because it promotes the contrary - the importance of each member in the community and everyone as a person. In totalita-

rian or dictatorial regimes, this order is reversed: the unit of political power enslaves the individual and social life for its own purposes.

### Market economy and other spheres of social life

The danger today is not totalitarianism, but rather the domination of the market economy doctrine as totally distinguished from the other spheres of the social life.

(...)

*(Find this whole article on the Blog of Common Good forum:*

*<http://commongood-forum.tumblr.com>)*

### Common Good, the Commons and intermediaries

Eventually the common good is concretely realized through public goods or more precisely the Commons. However, the role of the latter in human societies is largely underestimated in our social life. Indeed tradable property remains predominant and monopolizes desires.

On top of numerous and diverse material commons (sewers, roads, drinking water) co-exist intangible one (confidence, trust, knowledge, long term vision...) through all intermediaries : institutions, governments, law, forms of sociability (including intergenerational), health, internet, knowledge, arts and other cultural property. The sustainability of the common good also depends on the natural commons: the planet remains our irreplaceable environment.



*UNITY IN DIVERSITY*  
*'I AM YOU' - 'YO SOY TU'*

# THINKER

## 'I AM YOU' & THE SENSE OF UNITY

By Diego Isabel  
Moneda, Economy  
for the Common  
Good

### "I am you" and the Common good!

How can we achieve such a deep and universal change that allows the transformation of our society into a better world? The formula is quite simple and because of that simplicity it is also magical and powerful. This magic formula is to recognise ourselves in others and recognise the universal Unity of all beings. That feeling of Unity may seem ambitious. However, it has been embedded into every human being who inhabits this planet and also within each of us. We just need to calm our minds and listen to our hearts. That way, we will realise that our individual existence makes sense only through recognition of ourselves in others, in the collective!

The history of humanity has been marked by the need to strike a balance between the individual and the collective, between "I" and "we". Different tribes of humans who lived in different places and moments of human existence were aware of their unity both with other beings and with nature and they developed different symbols and customs to keep this consciousness alive. One of the most powerful symbols which influence on our behaviour and our awareness is language. For that reason, these tribes kept this feeling of unity through the greeting.

For example, when Mayas used the word "**In Lak'ech**", which means "I am you", to say "hello", the other person replied by saying Hala Ken" which means "And I recognise myself in yourself". The language was also used by various African tribes in the same way. Koshas greeted each other with the word - well known today - "**Ubuntu**" which means "I am because we are".

Nowadays we live in an individualist society in which the balance between "I" and "we" has been broken and people do not even know and greet they neighbours. We are not living the values of the message "I am you". Capitalism system promotes, by definition, capital accumulation and money turns into a goal rather than a means for the exchange of products and services. Furthermore, it is not strange that success is measured in terms of financial success instead of quality of life, happiness or the blossoming of human relationships.

Therefore, indicators of success are financial indicators of success and governments focus on their gross domestic product, companies assess their profit and even people measure their life success in terms of economic incomes. Moreover, in order to achieve financial success the method encouraged by the system is competition among governments, companies and people which results in promoting negative values such as greed, selfishness, envy and even different types of violence.

### The concept of the Common good

In this scenario, more than ever it is necessary to recover the meaning of "**I am you**" through the concept of common good. In this way we will be able to find the balance between individualism and community life. First it is important to properly define the Common good. Everyone understands the term "good" when used. However, understanding varies from person to person. The meaning of "good food", "a good profession" or a "good conversation" differs depending on each person's opinion. Things get even more complicated when the concept "common good" is used, since an agreement on what is good for the individual ("I") and what is good for the community ("we") is hard to achieve.!

The concept of "common good" and its links with politics have been studied throughout history from a metaphysical approach. **Aristotle** considered the good life as the chief end, both for the community as a whole and for each individual; and, in the thirteenth century, **Thomas Aquinas** stated that law is intended by its nature to the common good (Aquinas). Since the eighteenth century, the common good has been widely accepted as the main objective of politics and government because "the pursuit of the common good would enable the state to act as a moral community" (Rousseau 1973).

**Although the concept has been broadly used in modern politics, not many authors have dared to give a definition of the common good.** Indeed his "*Theory of Justice*", Rawls (1972) defines the common good as "*certain general conditions that are in an appropriate sense equally to everyone's advantage*" incorporating the principles of equality and justice to the meaning of common good. According to this school of thought, Christian Felber - founder of the movement of the "Economy for the Common Good" - has listed the principles of human dignity, solidarity, sustainability, social justice, transparency and democratic participation as inherent to policies aimed at the common good (Felber, 2015). However, since the eighteenth century, the time when economic thinking starts to move away from philosophical thought, new interpretations of the concept of the Common good have been widely spread in Western political thought with an opposite approach to the vision of Aristotle, Aquinas or Rousseau. These new interpretations define the common good under the framework of capitalism and the worship of capital. For instance, under the scope of utilitarianism the Common good is understood as the greatest good for the greatest number and this vision has been used to justify wars or the violation of human rights through torture. Moreover, the greatest good does not tell us anything about social justice, it excludes minority groups, it uses to be linked to high inequality and does not care about the ecological sustainability and the future generations.

### New definition for the Common good

A definition of the Common good should contain the philosophy of "I am you" in order to promote the feeling of unity and to find the balance between the individual and the collective, between the satisfaction of the personal aims and the harmonious life in community.

To this end, I provide a new definition of the common good with a metaphysical approach that is based on both the roots of the philosophy of "I am you" and wisdom provided by the natural sciences. This definition is also useful to guide not only the behaviour of individuals but also to guide the role of governments, businesses and other organisations.

### **My definition of the Common good :**

"The Common good is an ideal ecosystem in which coincide and coexist the conditions under which each and every human being - regardless of his/her individual characteristics and capabilities -, in a freely and self-determined way, has full capacity to develop and reach his/her highest potential as an individual and as a social being"

### **Let's see in detail some aspects of the definition:**

- **Whole society** (citizens and their different forms of organisation) should aim at building this ideal ecosystem. However, limitations and mistakes as human beings and as society should be accepted. Consequently, "...the conditions under which each and every human being.... reach his/ her highest potential..." will not exist simultaneously. That is why governments should design procedures to monitor the performance of policies and the achievement of the common objectives.
- **"Regardless of his/her individual characteristics and capabilities"**: This phrase emphasises that anyone can achieve their individual good within the dedicated ecosystem.
- **"Freely and self-determined"**: Freedom of each individual is respected and people are able and free to decide about their own life. The ecosystem provides the conditions that make it possible that everybody achieves his/her individual

good at the same time that contributes to the good of the other citizens.

- **"Full capacity to develop and reach his/her highest potential as an individual and as a social being"**. Within the metaphysical vision of the common good, each person is able to reach its maximum potential as an individual ("I") as well as a social being ("we"). In the ecosystem of the Common good, people can evolve individually and collectively and they can live meaningful lives. Different roles that a Person can have in his/her life are included within the concept of "highest potential as an individual and as a social being". A person can aim at his/her highest potential as a friend, as a member of a family (father, mother, brother, sister, son, daughter), as a professional, as a neighbour and as a member of any other group. Thus, people can find his/her highest potential in each role and, consequently, in his/her life.
- **The definition promotes and protects the principles of equality, justice and freedom and strikes the balance between "I" and "we" in order to achieve the individual good and the common good.**

Under this definition, companies, other organisations and governments are instruments which serve people. All of them should aim at contributing to the common good of each of its stakeholders and money should only be a mean to serve that goal. Similarly, the economy, financial markets or trade will never be goals by themselves and they will be mechanisms to create the ecosystem of the Common good. Finally, the definition will also pave the way to strengthen participation and democracy as it promotes interaction among citizens and foster the blossoming of positive relationships.

By understanding the meaning of the words "I am you" and recovering the common good as the main objective of our society we might be able to address our main problems and co-create a better world.

**Diego Isabel** - Coordinator of the Global Expansion of the movement of the "Economy for the Common Good » - is author of "Yo soy Tú: Propuesta para una Nueva Sociedad". Octaedro 2013 and co-author of "Dentro de 15 años", LID 2014.

## References

Aristotle, The politics of Aristotle. Ernest Barker, Oxford University Press, Book III, 1946.

Christian Felber, 2015. Change Everything. Creating an Economy for the Common Good. Zed Books.

Jean-Jacques Rousseau. The social contract; and, Discourses. Translation [from the French] and introduction by G.D.H. Cole, revised and augmented by J.H. Brumfitt and John C. Hall. London Dent, 1973. John Rawls, 1972. A theory of justice. Oxford University Press, Chapter Four.

Thomas Aquinas. Summa Theologica. Timothy McDermott, Allen Texas, Christians Classics, 1991.



A close-up photograph of a person's face, partially obscured by a dark suit jacket and a white shirt collar. The person is holding a lit sparkler, which is the central focus, emitting a bright, golden light and a shower of sparks. The background is dark, with numerous out-of-focus bokeh lights in shades of orange and yellow, creating a festive and celebratory atmosphere. The word "PRATICIEN" is overlaid in white, sans-serif capital letters across the middle of the image.

PRATICIEN

# PRATICIEN

UNITE DANS LA  
DIVERSITE,  
PRINCIPE CRU-  
CIAL DANS L'E-  
DUCATION AU  
DEVELOPPEMENT  
DURABLE

Par Elodie Cardon  
et Victor Grezes

Illustration avec l'association Coexister qui promeut le dialogue interreligieux en faveur de la paix.

Conclusion du Webinar du 27 mai 2015, Initiative Bien commun & Charte de la Terre, avec M. Victor Grezes, Directeur du Développement, Coexister.

Common Good Forum et la Charte de la Terre ont organisé le 26 mai 2015 une rencontre dans le cadre de l'initiative commune « Unité dans la Diversité ».

Victor Grezes, directeur du Développement de Coexister - Entreprise sociale et solidaire sous statut loi 1901 depuis 2009, reconnu d'intérêt général, associant 600 militants et 1800 d'adhérents - a présenté ses actions en faveur du dialogue inter-culturel/inter-religieux... une bonne occasion de rappeler - alors que nous célébrons le 15ème anniversaire de la Charte de la Terre - que le développement durable repose sur quatre piliers (environnemental, économique, social et culture). Une excellente occasion de démontrer que l'éducation à la paix est un aspect fondamental de celui-ci.

Les grands principes de la Charte de la Terre rappellent ces objectifs. Victor Grezes a aussi pu illustrer d'une façon très pragmatique la pensée du Bien commun : ***un processus de délibération éthique permettant d'assumer le pluralisme, et d'inciter les gouvernements à faciliter l'épanouissement des Personnes (capabilités) dans leur diversité associé au désir de valoriser l'utilité sociale au sein des Communautés.***

La devise de Coexister - « Diversité dans la foi, Unité dans l'action » - invite à construire l'Unité autour de ce que nous faisons en préservant la

## Bien commun et identité multiple

Victor Grezes a d'abord introduit son propos en proposant sa définition de l'identité. Coexister appelle au dialogue entre des jeunes de différentes religions. Ils développent ainsi la « **Coexistence Active** », - ce savoir-être essentiel qui demande à chaque individu de ne faire l'économie ni de son identité, ni de son ouverture aux autres. La société a besoin de citoyens capables d'être fermes et enracinés dans ce qu'ils sont, et en même temps capables de respecter l'Autre tel qu'il est, c'est-à-dire avec la richesse de sa conviction. En outre, la Coexistence Active refuse d'un même mouvement tout ce qui s'apparente à du prosélytisme ou à du syncrétisme. C'est un modèle interactif dans lequel vivre-ensemble dépend des différences.

La cohésion sociale est donc créée non plus « malgré », mais « grâce » aux différences. Elles sont coercitives et favorisent la compréhension de l'autre et la compréhension de soi. On parlerait ici d'une interaction entre l'identité et l'altérité, comme s'il s'agissait d'un dosage équilibré à réaliser.

Si je m'ouvre à l'autre, je dois me connaître moi-même. Si je veux me connaître moi-même je dois m'ouvrir à l'autre. Une sorte de boomerang entre « moi » et « lui ».

## L'Unité dans la Diversité en action

Les actions de Coexister se fondent sur les trois piliers suivants :

- **Le dialogue**, première étape fondamentale
- **La solidarité**, qui peut s'illustrer par le fait de donner son sang
- **La sensibilisation**, en devenant des agents de la Coexistence Active

Le travail commun et l'unité dans l'action développés par Coexister se vivent à travers ces trois niveaux dans les 20 groupes locaux composant l'association. Dans chacun de ces pôles d'activités, différents projets sont proposés, ainsi que des programmes ou des événements, qui utilisent des moyens différents pour créer du lien sur le fondement de la diversité religieuse.

- Le pôle dialogue vise à une meilleure connaissance de soi et des autres.
- Le pôle solidarité vise à offrir des expériences de services à des jeunes qui ne partagent pas la même identité ou la même conviction.
- Le pôle sensibilisation quant à lui offre des ateliers et des outils de lutte contre les préjugés.

Grâce à ses cinq salariés, et à ses 17 volontaires en service civique pour une année au service de l'engagement et de la citoyenneté en partenariat avec le Ministère de la jeunesse, mais aussi ses 600 militants et 1800 d'adhérents, diverses actions sont orientées en faveur d'une instrumentalisation positive de la diversité, mais aussi de la reconnaissance de son travail par les institutions républicaines et internationales curieuses de notre vision inclusive et fidèle de la laïcité de 1905. Avec la liberté absolue de croire ou de ne pas croire, de pratiquer et de vivre sa religion, la diversité des identités et des convictions religieuses devient un atout, un levier pour le vivre-ensemble.

Ce levier est utilisé par l'association pour créer du lien, en France et déjà à l'étranger, notamment au travers de projets comme l'InterFaith Tour, programme qui vise à envoyer de façon régulière une équipe de quatre ou cinq jeunes de différentes convictions religieuses faire le tour du monde à la recherche d'initiatives interreligieuses. Coexister est convaincu que le dialogue est non seulement possible, mais qu'il est nécessaire à l'heure où les préjugés et les actes racistes sont devenus monnaie courante dans notre société. La

jeunesse est à la fois le carburant et le miracle du mouvement, une chance pour ceux et celles qui veulent agir sans attendre de grandir !

## **Commentaire par Violaine Hacker, Common Good forum :**

### **La pensée du Bien commun**

Ce webinar a permis de confronter des Expériences, d'échanger en direct avec les participants sur un sujet sensible, et d'encourager ainsi la délibération éthique chère à la pensée du Bien commun.

On retrouve dans les actions menées par Coexister la notion d'altérité et une certaine conception de l'Humain, ou plus précisément la place de la Personne, - notion centrale dans la philosophie du Bien commun. L'être humain est par essence homo dialogus : il ne peut s'accomplir sans communier avec l'humanité, la création et le Créateur. Une personne ne peut vivre au sens plein du terme que dans la sphère inter-humaine.

### **Le dialogue repose sur la réciprocité et la responsabilité.**

**Cette rencontre se réalise à trois niveaux :**

- 1.l'homme dans sa relation à la nature;
- 2.l'homme dans sa relation avec les autres hommes (la principale relation);
- 3.l'homme dans sa relation avec les existences spirituelles.

**Dialoguer avec l'autre**, c'est affronter sa réalité et l'assumer dans la vie vécue. Cette conception de la Personne s'oppose à celle de l'individu, où l'autre n'est perçu que par rapport à soi-même, qu'à la perspective collective, où l'individu est occulté au profit de la société.

Les notions d'individu et de personne renvoient à deux conceptions très différentes de l'humanité, - conceptions antagonistes

qui se reflètent dans les mots eux-mêmes. En effet, selon le paradigme de l'individualisme, le sujet est Un avec lui-même. Il peut être et demeurer humain, tout en étant séparé d'autrui, sans relation avec lui. Littéralement, le mot Individu désigne : un être non divisé, ou le fait de coïncider, ou être un avec soi sans autrui. En revanche, au plan historique et en Occident, la notion de Personne ne trouve sa place qu'avec le Christianisme, qui répondra à de nombreux tâtonnements au plan social et idéologique, depuis l'Antiquité grecque jusqu'à la période médiévale et celle de la Renaissance et des Lumières.

### **Ubuntu et Bien commun**

On retrouve cette conception dans toutes les religions, et dans de nombreuses cultures, - comme en Afrique du Sud, avec la notion d'Ubuntu souvent prônée par Nelson Mandela : « Je suis parce que Nous sommes »

(cf. Bridge-Builder #4 The Common Good and Ubuntu: an Intercultural Dialogue : <http://www.pearltrees.com/s/file/preview/103473240/BRIDGEBUILDER4COMMON-GOODUBUNTU.pdf>).

Deux conceptions s'affrontent ainsi. Si l'individu se constitue par un mouvement de repliement sur soi, d'affaissement et de séparation, la Personne se caractérise au contraire par un mouvement d'ouverture aux autres, de dépassement et de communion. Il ne s'agit pas de voir ici un être égoïste face à un autre qui serait plus généreux ! L'humain est plutôt comme « situé » et ce d'une façon dynamique. Il peut évoluer, et n'est pas figé dans un statut. Son identité est multiple, complexe et évolutive. En ce sens, l'individu aurait des « tendances », alors qu'être une personne représente des exigences. En effet, l'effort (dans la relation) lui est nécessaire pour accomplir sa vocation de Personne dans la communauté.

En ce sens, contrairement au paradigme individualiste, la notion de Personne propose de considérer que :

- les humains existent les uns par les autres,
- et tout au long de leur vie,
- grâce à leurs relations,
- et selon un processus de création réciproque et continue.

### **Il n'y a pas de sujet sans intersubjectivité.**

La personne est située dans sa relation, par l'altérité et l'expérience de la différence. En effet, l'autre, dans sa différence, ou dans le danger virtuel ou potentiel qu'il peut représenter, mais aussi dans sa résistance à sa logique souvent expansionniste, représente non pas un ennemi (un « Loup pour l'Homme », Thomas Hobbes), mais plutôt le compagnon nécessaire au cheminement vers une forme d'humanité. L'humain est situé dans un contexte et dans une relation : à la Nature, à l'autre, à la différence.

Corrélativement, l'existence séparée d'un sujet, qui serait fermé sur lui-même plutôt qu'autonome, apparaît artificielle. En ce sens, la pensée du Bien commun cherche davantage à penser la Personne dans une communauté. Il n'est pas un individu purement rationnel et isolé (même s'il vit au quotidien dans la solitude reclus chez lui !). Il s'inscrit dans un processus social, temporel et global. La notion de Personne permet alors de concilier l'épanouissement de la personne et l'utilité sociale dans la communauté.

\*\*\*

### **Pour info : Connaissez-vous les fondations de Coexister ?**

«Diversité dans la foi, unité dans l'action», la naissance du groupe Coexister le 14 janvier 2009.

<http://www.coexister.fr/mouvement/historique/>



En janvier 2009, avec les bombardements de Gaza, de nombreuses manifestations ont lieu en France. Des synagogues et des mosquées sont attaquées, des cimetières sont profanés...

Conscient du fait qu'il faut agir et réagir, le groupe interreligieux Paris 15ème (réunissant les adultes et les jeunes) décide d'organiser une rencontre pour la paix. A son initiative, près de 500 personnes participeront le 14 janvier au rassemblement. Sous l'œil de nombreux médias qui se sont déplacés (France 2, LCI, Arte, RFI, Réforme...) juifs, chrétiens et musulmans du quartier témoignent de leur désir de fraternité.

Samuel Grzybowski a maintenant 16 ans, il est présent à ce meeting du 14 janvier et lance un appel pour créer un groupe de jeunes autonome et indépendant au service de la jeunesse et de l'interreligieux. Ils sont dix (2 jeunes juifs, 4 jeunes musulmans, 4 jeunes chrétiens) à répondre à son appel. Ensemble, ils rédigent le manifeste de la coexistence active et fondent le groupe Coexister.

Le premier objectif est d'organiser une opération de solidarité à l'initiative de jeunes de toutes les religions et au service de tous. Ils prennent comme slogan «Diversité dans la foi, Unité dans l'action» et s'engagent dans la préparation de la première opération «Ensemble à Sang%» en mai 2009 en partenariat avec l'établissement Français du Sang. 150 poches de sang seront récoltées, 150 vies seront sauvées...

# PRATICIEN

## CREER DU LIEN ENTRE LES PERSONNES DANS LES COMMUNAUTES AU SEIN DE L'E- CONOMIE COL- LABORATIVE

Par Jérôme Lhote,  
Communauté  
Koom, France

### QUEL EST LE MODELE DE LA COMMUNAUTE 'KOOM' ? INTERVIEW

Jérôme Lhote a créé Koom, un site communautaire ouvert en mai 2012. Il valorise les actions liées au développement durable des particuliers, des villes et des entreprises sous forme

d'émulation collective, à travers des défis.

L'idée est de montrer que chacun peut agir à son niveau face aux crises actuelles, qu'il n'est pas seul (géolocalisation des personnes engagées dans son quartier), et que son action individuelle a un impact collectif (à travers les défis).

Jérôme Lhote est aussi très engagé dans divers organisations et associations, et est très attaché à la notion de Personne, si importante dans la pensée du bien commun.

YES WE KOOM !





# CREER DU LIEN SUR LE TERRITOIRE

Comment créer du lien sur le territoire

en garantissant à la fois l'épanouissement de la personne,

ses propres choix délibérés,

son insertion,

et les garanties d'utilité sociale dans les Communautés ?

## **Créer du lien entre Personnes et Communautés au sein de l'économie collaborative ?**

### **Le modèle de la Communauté Koom.**

Koom est une plateforme d'actions éco-citoyennes. Jérôme Lhote qui connaît un peu la pensée du Bien commun et le personnalisme, nous fait part très concrètement ici de sa « Koomunauté », ainsi que de ses réflexions sur l'essor de ce nouveau pan de l'économie qu'est l'économie collaborative.



A priori, les jeunes entreprises de l'économie collaborative ont en commun de privilégier l'usage à la possession, et de contourner les acteurs classiques, souvent les grands groupes. On utilise la voiture de quelqu'un, on fait financer son projet par des internautes, on achète directement aux producteurs locaux, on va dormir chez un particulier au lieu d'aller à l'hôtel...

A l'appui de son expérience de création d'une plateforme d'actions éco-citoyennes, Koom, Jérôme Lhote partage ici ses réflexions sur les logiques qui sous-tendent l'évolution de l'économie collaborative et les difficultés potentielles.

### **Dans quelle mesure l'économie collaborative donne la place aux personnes et aux communautés ?**

Jérôme Lhote. Les nouveaux acteurs économiques s'appuient tous sur un outil : internet, qui a changé les business models traditionnels. En effet, la promesse que ces acteurs font nécessite de se reposer sur une communauté importante. Leur business model consiste majoritairement à se rémunérer sur l'intermédiation, ce qui a donc permis la transaction entre la personne qui fournit l'usage/service (voiture, logement...) et celle qui en a besoin. Les grands groupes subissent parfois cette économie qui les contourne. Ainsi la SNCF considère-t-elle Blablacar comme l'un de ses deux principaux concurrents avec Google ; le financement participatif en investissement ou en prêt a ouvert une brèche dans le monopole bancaire. Pour autant, les grands groupes et les start-up ne sont pas nécessairement voués à la concurrence.

### **Quelles relations entre personnes et communautés s'instaurent, et quelles coopérations s'instaurent alors entre grands groupes et start-ups ?**

J. L. Si l'on veut schématiser, les grands groupes ont de l'argent et les start-up des idées. Pour différentes raisons, les grands groupes ont plus de mal à innover (manque d'agilité, de souplesse managériale, de créativité, de rapidité, âge des équipes...). Beaucoup d'innovation de start-up rencontrent un besoin chez les groupes. Ainsi leurs services sont-ils parfois vendus en marque blanche, c'est-à-dire aux couleurs de l'entreprise cliente. C'est ainsi qu'a commencé Blablacar en vendant sa plateforme à Castorama ou à Ikea. Les synergies sont même nécessaires, car chacun trouve une création de valeur en travaillant avec l'autre. L'innovation est au cœur de ce secteur. Elle est parfois le résultat du hasard, mais souvent liée à la rareté. Faire autrement avec moins d'argent, c'est un besoin que rencontrent de plus en plus de Français et surtout des jeunes à qui le marché de l'emploi laisse peu de place. C'est en

trouvant les trains chers et complets que le fondateur de Blablacar a fondé sa société constatant que beaucoup de voitures roulaient à vide. Idem pour l'essor du financement participatif avec la raréfaction du crédit bancaire.

### **En quoi Koom révèle ces nouvelles relations entre personnes et communautés ?**

J. L. Constatant qu'il y a de nombreux enjeux sociétaux à relever, que les Français sont les champions du monde du pessimisme, et que la confiance envers les élus et les entreprises n'est pas au beau fixe, j'ai décidé de créer la plateforme Koom. Celle-ci a pour objectif de faire agir ensemble les particuliers, entreprises et villes sur les enjeux liés au développement durable à travers des défis.

Par exemple, « si 2000 habitants consomment bio dans une enseigne locale, alors cette enseigne fournit le pain gratuitement à une cantine scolaire pendant 1 mois ». Les personnes qui agissent sont géo-localisées, et elles peuvent se contacter. Ceci permet donc d'activer la « norme sociale », incitant à rejoindre une dynamique déjà existante à côté de soi. Nous vendons donc un outil de communication et de mobilisation permettant à une entreprise (ou ville) d'agir avec ses parties



prenantes internes (salariés) ou externes (clients/habitants).

### **Comment soutenir financièrement un tel projet ?**

J. L. Nous avons récemment étendu ce concept de défi à du crowdfunding local via la plateforme Koomfunding : quand les habitants donnent 10 euros pour financer un projet associatif à côté de chez eux, alors une entreprise ajoute 10 euros. Le don de l'habitant est donc doublé, et cela permet à l'entreprise d'agir avec les habitants de sa zone de chalandise, voire même avec ses salariés puisque nous proposons la plateforme en marque blanche (=personnalisé à la charte graphique de l'entreprise).

*L'idée derrière tout ça est de montrer aux particuliers qu'ils peuvent agir sur des actions concrètes à leur niveau, qu'ils ne sont pas seuls, et que leurs actions individuelles ont un impact collectif... en déclenchant l'action volontaire d'un acteur privé ou public. Et pour les entreprises et les collectivités, c'est tout simplement se rapprocher de ses parties prenantes en agissant positivement avec eux. Yes we Koom !*





**COMMON GOOD FORUM**  
Global & Local Bridge-Builder

NEWS

# COMMON GOOD FORUM & LA CHARTE DE LA TERRE

Common Good Forum s'associe à la Earth Charter initiative afin de faire connaître le processus ayant conduit à la rédaction de la charte de la terre. Elle constitue un excellent outil pour échanger entre praticiens et intellectuels sur divers sujets traitant les enjeux de développement durable.

La Charte de la Terre est une déclaration de principes éthiques fondamentaux visant à construire une société globale juste, durable et pacifique au XXIème siècle. Elle cherche à inspirer chez tous les peuples un nouveau sens de l'interdépendance globale et de la responsabilité partagée pour le bien-être de l'humanité, la grande communauté de la vie et des générations futures. C'est une vision d'espoir et un appel à l'action.

La Charte de la Terre est particulièrement centrée sur la transition vers des modes de vie et de développement humain durables. C'est pourquoi l'intégrité écologique en est l'un des thèmes principaux. Cependant, la Charte de la Terre reconnaît également que les objectifs de protection écologique, d'élimination de la pauvreté, de développement économique équitable, de respect des droits humains, de démocratie et de paix sont interdépendants et indivisibles. Par conséquent, ce document offre un nouveau cadre éthique intégral et inclusif cherchant à orienter la transition vers un avenir durable.

La Charte de la Terre est le résultat d'un dialogue inter-culturel long d'une décennie à travers le monde au sujet d'objectifs

communs et de valeurs partagées. Le projet de la Charte de la Terre débuta comme initiative des Nations-Unies mais s'est développé et est finalement devenu initiative de la société civile. En l'an 2000, le texte final fut adopté et la Commission de la Charte de la Terre, entité internationale indépendante, le fit connaître publiquement comme charte des peuples.

La rédaction de la Charte de la Terre impliqua le processus le plus inclusif et participatif mais lié à la création d'une déclaration internationale. Ce processus est la source première de sa légitimité en tant que cadre éthique directeur.

La légitimité du document a été renforcée davantage encore par le soutien de plus de 6000 organisations, parmi lesquelles de nombreux gouvernements et organisations internationales. A la lumière de cette

légitimité, un nombre croissant de juristes internationaux reconnaît que la Charte de la Terre est en phase d'acquiescer le statut de document de « soft law », norme juridique non contraignante. On considère que les textes composant ce corpus, tels que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, sont moralement mais non légalement contraignants, pour les gouvernements acceptant d'appliquer leurs principes. En général, ces documents conduisent au développement du droit international contraignant (« hard law »).

Voir : <http://commongood-earthcharter1.strikingly.com>





## RETROUVEZ NOTRE BLOG COLLABORATIF

Nous commençons à rassembler nos partenaires via un blog collaboratif !

Une bonne occasion de confronter nos expériences pour intégrer d'une façon pragmatique la pensée du Bien commun.

<https://biencommunchartedelaterre.wordpress.com>

A lire ! L'article de l'association CliMates sur une gouvernance idoine pour les Indigènes (article en anglais).

Nous sommes heureux de collaborer avec CliMates qui confirment son intérêt pour nos projets :



*“L'association CliMates adhère aux principes éthiques de la **Charte de la Terre**. Elle est engagée dans le pro-*

*cessus de renouvellement perpétuel de cette charte sociale initiée par l'ONU et rédigée avec la société civile.*

*Considérant que l'exercice de la liberté des personnes dans leurs communautés contribue **au processus du Bien Commun**, elle encourage notamment toute forme de réflexion portant sur les capacités (ou possibilités) des sociétés indigènes sur leur territoire et dans un contexte globalisé”.*



WEBINAR, 29.04.2015:

## « BUSINESS, CHOIX ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE »

Un webinar - le mercredi 29 avril - a permis d'aborder la pensée du Bien commun via la Charte de la Terre, en se consacrant à un sujet alliant plusieurs articles et principes de celle-ci. L'objectif est d'aborder l'actualité d'une façon pragmatique. Il n'y a pas de vérité, d'opinion, mais de confrontations d'expériences.

Nous avons à nouveau organisé un débat contradictoire avec un Junior et un Senior qui ont partagé leurs Expériences et perceptions sur : **“Business, choix éthique et développement durable”**.

**« Trois minutes pour convaincre » : un débat Junior-Senior**



**Pr Kimon Valaskakis de la Nouvelle École d'Athènes** a présenté le point de vue d'un professeur d'Économie, ancien diplomate à l'O.C.D.E. avec sa vision internationale. Pr Kimon Valaskakis, est fondateur de la Nouvelle École d'Athènes (NEA), un "think and do tank" qui s'est donné pour mission d'apporter des réponses concrètes aux grands défis planétaires, en s'inspirant de l'Académie de

Platon. Économiste et prospectiviste, il a été professeur à l'université de Montréal et ambassadeur du Canada à l'OCDE. En 1974, il a fondé l'Institut de prospective Gamma, et a présidé la Canadian Federation of Future Studies.

Il a partagé son expérience des questions internationales, et nous fera part de sa méthode (dite 3 S) fondée sur la délibération éthique : le dialogue socratique.



Ensuite, **Hélène Leturcq de OIKOS** a apporté sa vision du Commerce international et éthique.

Oikos (<http://oikos-international.org/>) est une organisation d'étudiants concernée à la fois par le commerce et le management, mais aussi et surtout par le développement durable. Fondée en 1987 en Suisse, elle compte désormais de nombreux jeunes leaders dans 40 pays dont la France, qui bénéficie de programmes dédiés aux questions environnementales et sociales.

Oïkos est aussi engagé dans la recherche de nouvelles méthodes pour intégrer les enjeux liés au développement durable dans les cursus universitaires, notamment la méthode 'Learning Circle' dont elle nous fera part. "Oikos" (le foyer) : un beau symbole pour repenser l'économie en tenant compte des aspects culturels, humains et des choix éthiques !

• **Pour réécouter le webinar** : <http://commongood-earthcharter1.strikingly.com>

# FORUM SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE : LES RENCONTRES NATIONALES DU DEVELOPPEMENT DURABLE (RE-NEDD) A LA CITE UNIVERSITAIRE INTERNATIONALE



Samedi 25 avril, l'Initiative Bien commun & Charte de la terre a participé au Forum des Associations des RENEDD (les Rencontres Nationales du REFEDD).

Ce Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable est une association très ancienne et bien implantée qui rassemble une centaine d'associations étudiantes concernées par le sujet. Tout au long du week-end, des ateliers, des conférences, des rencontres et des activités ont été proposés à plus de 400 jeunes étudiants venus se retrouver à Paris à cette occasion.

Dans ce contexte, l'Initiative Charte de la Terre & Common Good Forum a tenu un stand au Forum des associations avec d'autres organisations impliquées dans ce secteur. Cela a permis de rencontrer de

**UNITE DANS LA DIVERSITE**

<http://commongood-earthcharter1.strikingly.com/>

Une interface pour penser l'Unité dans la Diversité.

**Pourquoi ?**

- 1<sup>er</sup> Mêler des expériences et visions parfois contradictoires.
- 2<sup>e</sup> S'approprier l'agenda politique en 2015 et comprendre le développement durable.
- 3<sup>e</sup> Utiliser la Charte de la Terre : un consensus global pour vous aider à agir localement.
- 4<sup>e</sup> Une façon pragmatique de comprendre la pensée du Bien commun.

Un des enjeux majeurs du développement durable consiste à appréhender le nouveau cadre éthique mondial. Comment dépasser nos visions divergentes, et définir ainsi des valeurs communes pour agir aux plans global et local ?

La Charte de la Terre et Common Good Forum s'associent pour repenser l'Unité dans la Diversité. Nous proposons une interface pour confronter nos visions quant à notre destin commun. Nous créons des occasions pour partager et s'inspirer d'idées et d'expériences.

**COMMON GOOD FORUM**  
Global & Local Bridge-builder

**Charte de la Terre +15**  
Une Conscience de la Terre  
Un Destin Commun

nouvelles personnes très curieuses de comprendre la Charte sociale: son histoire et son actualité pour son 15ème anniversaire !

Une magnifique occasion de dialoguer avec des jeunes et étudiants engagés dans des projets et sensibilisés aux enjeux de développement durable, ou d'autres acteurs aussi à sensibiliser.

La Charte de la Terre et Common Good Forum tiennent à remercier le REFEDD pour l'invitation à participer aux RENEDD, en particulier Yannaï et Louis, et espèrent continuer cette collaboration si enrichissante !



# CAFE-DEBAT KAWAA



En avril 2015, Common Good forum et la Charte de la Terre ont proposé un Atelier-Débat dans le cadre du « Café Kawaa ».



Kawaa est une association qui encourage l'organisation de cafés dans une ambiance conviviale et informelle afin de donner lieu à des rencontres entre personnes avec des affinités communes (autour d'un thème) mais qui n'auraient pas nécessairement l'occasion de se retrouver par ailleurs.

Pour ce premier Kawaa de l'Initiative Bien commun & Charte de la Terre en France, un petit groupe a pu discuter de l'idée d'Unité dans la Diversité et de la pratique de la philosophie du Bien Commun.

Celle-ci veut penser la collaboration et le dialogue en tenant compte de la complexité et appliquant une vision systémique.

Une belle occasion de connaître la Charte de la Terre, ses possibles applications, et de parler des projets, opinions, ou visions de chacun.

Retrouvez toutes les photos de l'événement sur <https://www.flickr.com/photos/commongoodforum/>

Rejoignez-nous et suivez toutes nos actions en France sur <http://commongood-earthcharter1.strikingly.com>

# WEBINAR DE MAI 2015 LA GOUVERNANCE DES COMMUNS ET LA PLACE DE L'HUMAIN

**Comment appliquer le principe d'Unité dans la Diversité ?**

Ont été invités à échanger sur l'éducation, la paix et le développement durable, deux

invités : Victor Grezes de Coexister, et Patrick Viveret de Dialogues en humanité.

Une expérience enrichissante qui nous a permis d'aborder des initiatives concrètes

pour mettre en oeuvre ce principe d'Unité dans la Diversité.

**Coexister met en oeuvre le principe d' »Unité dans la Diversité « : <http://www.coexister.fr>**



*« Notre intuition réside dans la prise en compte du constat irréductible que la France est un pays pluriel. Ce pluralisme est visible à tous les niveaux : culturels, linguistiques, générationnels, religieux et convictionnels. S'il a trop souvent été considéré comme un obstacle à franchir, nous croyons au contraire que le pluralisme est un atout central de l'unité nationale.*

*Ce que nous appelons la Coexistence Active est ce savoir-être essentiel qui demande à chaque individu de ne faire l'économie ni de son identité, ni de son ouverture aux autres.*

*La société a besoin de citoyens capables d'être fermes et enracinés dans ce qu'ils sont et en même temps capables de respecter l'autre tel qu'il est avec la richesse de sa conviction. La Coexistence Active refuse d'un même mouvement tout ce qui s'apparente à du prosélytisme ou à du syncrétisme.*

*Le choc des civilisations et le relativisme sont deux maux qui ne permettent pas un véritable vivre-ensemble dans un climat serein. Notre devise « Diversité dans la foi, Unité dans l'action » nous invite à construire l'unité autour de ce que nous faisons en préservant la riche diversité de ce en quoi nous croyons.*

*L'enjeu pour nous est de savoir ce que nous voulons édifier ensemble en prenant compte de la très grande variété de nos sources philosophiques et religieuses inspirant des foies diverses. Croyants ou non croyants, pratiquants ou non pratiquants, religieux ou non, nous sommes profondément différents dans nos convictions mais nous pouvons et devons travailler ensemble.*

*Ce travail commun, cette unité dans l'action, nous la vivons à trois niveaux dans nos 20 groupes locaux : par le dialogue, par la solidarité et par la sensibilisation. Dans chacun de ces pôles d'activités nous proposons différents projets, des programmes ou des événements, qui utilisent des moyens différents pour créer du lien sur la base de la diversité religieuse. Le pôle dialogue vise à une meilleure connaissance de soi et des autres.*

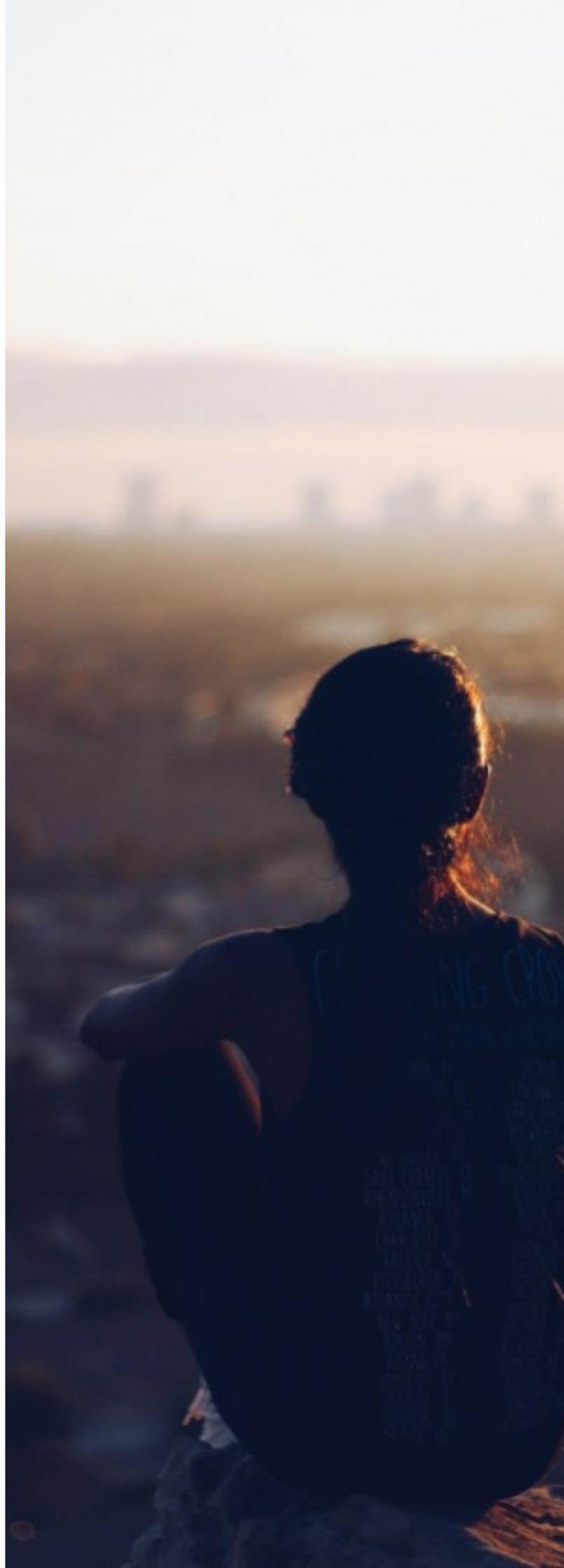
*On peut y organiser une visite de lieux de cultes, un débat, une conférence, un repas trouver un prétexte à la découverte de ce qui fait que l'autre est différent de moi. Le pôle solidarité vise à offrir des expériences de services à des jeunes qui ne partagent pas la même identité ou la même conviction.*

*Lorsqu'ils disent « je suis » ou « je crois » ils sont d'accord pour ne pas être d'accord. Mais lorsqu'ils disent « je fais » ils le font ensemble au profit de l'intérêt général. Auprès des personnes âgées, des sans-abris ou des orphelins, par le biais du don du sang, de la collecte de vêtements ou de jouets, le pôle solidarité recentre les individus vers un objectif commun tout différents qu'ils soient. Le pôle sensibilisation quant à lui offre des ateliers et des outils de lutte contre les préjugés. En allant rencontrer collégiens, lycéens, étudiants ou entrepreneurs, les jeunes de Coexister peuvent témoigner de leur expérience au sein d'un groupe et porter haut le message de la coexistence active au service du vivre-ensemble.*

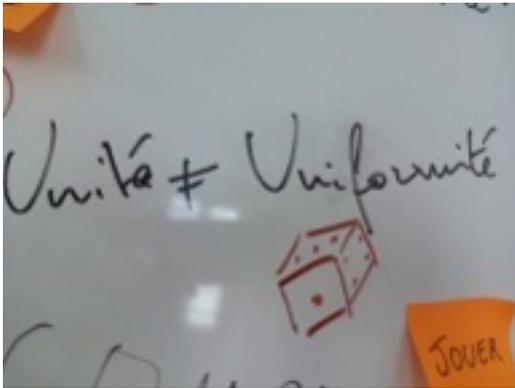
*Par le biais d'outils pédagogiques très précis, ils peuvent par la même occasion aider au décryptage du principe de liberté de conscience et de religions, à l'apprentissage de la laïcité à la déconstruction des clichés pour motifs religieux.*

*Les 20 groupes locaux sont accompagnés par une équipe nationale qui propose aussi des projets de formation et de vie-commune. Nos formations portent sur le fait-religieux et le management interculturel, nos propositions de vie-commune donne la possibilité aux jeunes qui le souhaitent de partager un voyage par an avec d'autres jeunes de l'association. »*

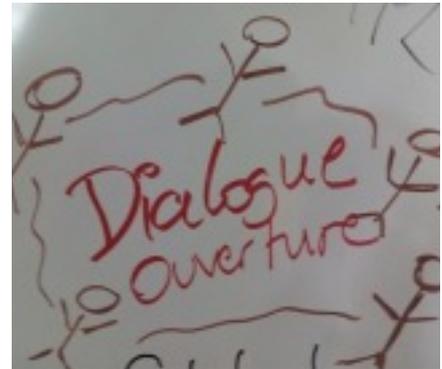
[www.coexister.fr](http://www.coexister.fr)



# ATELIER UNITE DANS LA DIVERSITE - FORUM DEFIONS LES SAISONS

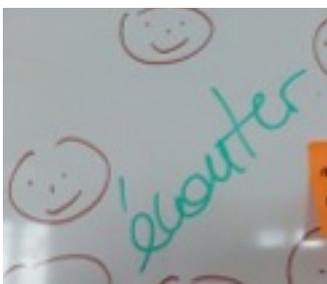


L'Initiative Bien commun & Charte de la Terre a participé au forum Défions les Saisons, une aventure collaborative à l'initiative de Pari Osé, en collaboration avec le Numa et mobilisant une



troupe de joyeux rebelles !

4 saisons 4 journées grand public tout en couleur ! A nouveau, nous avons abordé la pensée du Bien commun et les enjeux de la Charte de la Terre avec le moto Unité dans la Diversité.



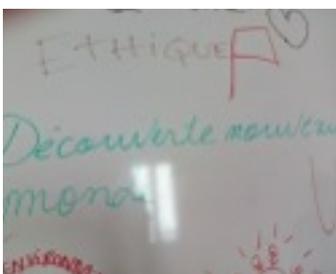
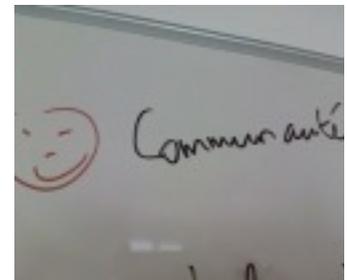
Après un morceau de musique (Imagine, de John Lennon) joué par Andrea Zubialde, deux partenaires sont venus présenter leurs visions de la notion d'Unité dans la Diversité : Terrabilis et CliMates.

Charte de terre, avec **3 étapes** :

1° **Apprendre** avec les intervenants;

2° **Délibérer** en confrontant ses expériences;

3° **Imaginer** en dessinant ! Les dessins reflètent la pensée du Bien commun : le pluralisme, la philosophie de l'action et de la conciliation, la recherche de l'équilibre entre l'épanouissement de la Personne et l'utilité sociale dans la Communauté, la diversité institutionnelle par exemple.



Ensuite nous avons animé un atelier afin de faire ressortir des questions posées par la

pensée du Bien commun.

L'idée était de réfléchir à des mots clés à partir d'exemples concrets tirés de la



## PROJET EUROPEEN 'DON'T WASTE OUR FUTURE'

« NE GASPILLENZ PAS NOTRE FUTURE ! »

POUR ASSOCIER LES JEUNES AU SEIN DU SECTEUR EDUCATIF AUX PARTIES PRENANTES AFIN DE LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE ET LA PROMOTION D'UNE CONSOMMATION RESPONSABLE



Common Good forum (Violaine Hacker) a présenté en mai à Séville les avancées du projet DWOF en France, dans le cadre de sa collaboration avec Passerelles info.

Common Good forum collabore en effet avec intérêt avec cette association qui promeut l'éducation au développement durable.

Les questions de la consommation responsable et du gaspillage alimentaire revêtent une importance particulière dans le champ de l'éducation au développement durable. captation de CO2 par les sols lorsque sont mises en œuvre des actions de compostage.

**Un partenariat avec Passerelles sur l'éducation au développement durable**



La convention de partenariat souligne les valeurs et objectifs partagés. Il s'agit donc désormais de collaborer pour lutter contre le gaspillage alimentaire en associant les jeunes au sein du secteur éducatif et les Parties prenantes (ONG, experts, entreprises, décideurs publics par exemple). L'objectif consiste à instaurer une méthode collaborative entre ces acteurs afin de rédiger un livre numérique et rédiger une charte sociale, signée avec nos partenaires européens lors du forum de Milan (dédié à l'alimentation du futur) en octobre 2015.

La convention signée envisage donc de diffuser une culture d'éducation au développement durable - en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et le Quai d'Orsay - avec plusieurs objectifs :

1. **Eduquer au développement durable d'une façon systémique**
2. **Relier les savoirs, les compétences**
3. **Favoriser l'intersectorialité via la coopération intersectorielle entre experts, acteurs issus d'institutions, de collectivités et associations, du monde de l'éducation...**
4. **Promouvoir le pluralisme, la délibération éthique et renforcer les liens sociaux.**



En collaboration avec Common good forum, l'association à but non lucratif *Passerelles.info* accompagnera tout au long du

projet les enseignants et les classes participantes en lycées et écoles primaires. Elle animera les séances menées en classe, financera le déplacement de la délégation des lycéens français au Forum de Milan, organisera les interventions dans les écoles, les rencontres avec les partenaires publics et privés ainsi que la valorisation finale du travail réalisé.

### **Des valeurs, méthodes et objectifs partagés**

La convention de partenariat souligne les valeurs et objectifs partagés. Il s'agit donc désormais de collaborer pour lutter contre le gaspillage alimentaire en associant les jeunes au sein du secteur éducatif et les Parties prenantes (ONG, experts, entreprises, décideurs publics par exemple).

### **Un livre collaboratif et une Charte sociale**



L'objectif est d'instaurer une méthode collaborative entre ces acteurs pour rédiger un livre numérique et rédiger une charte sociale, signée avec nos partenaires européens lors du forum de Milan dédié à l'alimentation du futur) en octobre 2015.

### **La Personne, les choix éthiques et la dignité dans le monde**

Ce projet s'insère aussi dans le cadre de l'année européenne du développement. L'association Common Good forum est donc ravie de pouvoir promouvoir d'une façon pratique la pensée du Bien commun, et en particulier la notion de dignité avec une perspective holistique.

**Le terme de dignité humaine** est en relation directe avec celui de personne. Lorsque Saint Thomas d'Aquin définit la personne comme *hypostasis* (substance) qui se distingue par sa dignité, il considère que la dignité réside dans la liberté de déterminer ses propres actions.

Ceci ne doit pas être entendu dans le sens d'une indépendance, puisque cette liberté est un être-vers, un être-en-relation. Personne, dignité, liberté, toutes ces notions renvoient ici à une interrelation.

**Voir Fiche Pensée par le Bien commun sur la Personne : <http://www.common-goodforum.eu>**

# COMMON GOOD FORUM AUX ETATS GENERAUX DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET SUR LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

États généraux  
du Grand Paris de  
l'Économie circulaire



En mai 2015, Violaine Hacker a présenté le projet Don't Waste Our Future dans le cadre du groupe Gaspillage alimentaire des Etats généraux

de l'Economie Circulaire (géré par l'Agence Nationale des Solidarités Actives).

## L'ambition des Etats généraux

L'ambition des Etats généraux est de faire émerger des propositions concrètes de développement des pratiques d'économie circulaire sur notre territoire, en stimulant le génie collectif.

Ces Etats généraux réunissent l'ensemble des parties prenantes (Etat, collectivités locales, entreprises, chercheurs, syndicats, ONG...) et devront aboutir à la présentation mi-septembre d'un Livre blanc, qui constituera « la base du plan d'action que la ville de Paris et les collectivités associées mettront en oeuvre dès 2016 avec tous les acteurs du territoire.

Au menu des réflexions : la mise en place d'une « trajectoire zéro gaspillage et zéro déchet », le développement d'une agriculture urbaine circulaire, la création d'un réseau de « recycleries » pour allonger la durée de vie des biens de consommation...

## Des enjeux complexes valorisés dans le projet DWOFF, en impliquant les parties prenantes

Common Good forum collabore avec ce groupe rassemblant des acteurs divers afin d'impliquer les Parties prenantes et instaurer un dialogue inter-générationnel (avec le secteur éducatif) et intersectoriel.

## Concertation et objectifs communs

Ces ateliers rassemblent des acteurs très divers et visent ainsi à avoir une vision globale et systémique. A partir de la confrontation des vécus, sont élaborés quelques propositions, par exemple :

- Privilégier des chaînes logistiques de proximité en adaptant et diversifiant les modes de transport en fonction du territoire (zone urbaine dense - camion, voiture, vélo, fluvial, piéton...)
- Mutualiser via une plateforme unique la collecte de dons, afin d'éviter la concurrence entre structures, tout en veillant à en assurer l'animation humaine
- S'appuyer sur les compétences et réseaux existants pour répondre aux problématiques liées à la mutualisation des moyens et à la logistique (ARIA, pôle de compétitivité)

**Ces cas concrets seront très utiles pour dresser un mapping des initiatives et contraintes des acteurs. Sur ce fondement, nous pourrons rédiger un livre collaboratif et une charte sociale !**





**VERS UNE CHARTE SOCIALE  
SUR LA CONSOMMATION  
RESPONSABLE ET LA  
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE  
ALIMENTAIRE**

**EN RASSEMBLANT DES  
JEUNES, LE SECTEUR EDUCA-  
TIF ET LES PARTIES PRENANTES**

# LA COMPASSION CHARTER

Common Good forum s'associe à la Compassion Charter afin de faire connaître le processus ayant conduit à la rédactions de ce consensus et ces programmes.

La Charte pour la Compassion constitue un excellent outil pour échanger entre praticiens et intellectuels sur divers sujets abordant l'altérité, la compassion et la philosophie du Bien commun dans plusieurs cultures et religions.

La Charte de la compassion nous invite à traiter l'autre comme nous souhaitons nous-mêmes être traités, et à mettre en œuvre une forme de compassion active : à nous engager à développer une plus grande attention empathique, traiter l'autre dans un esprit d'équité, et soulager les souffrances. Découvrez la Charte de la compassion et signez-là !

En 2008, Karen Armstrong, spécialiste britannique de l'histoire des religions, est récompensée par TED (association américaine internationalement reconnue pour ses conférences de « partage d'idées qui valent la peine ») pour sa démarche. Dans son discours de remerciement, elle évoque son souhait de créer, lancer et diffuser une Charte de la compassion, afin de refaire de cette valeur une force éthique universelle. Avec le soutien de TED, son rêve devient réalité. Pendant l'automne 2008, des milliers de personnes de par le monde contribuent à la conception de la Charte, en envoyant leurs suggestions par internet. «

Un « Conseil des consciences » se réunit ensuite pour élaborer la Charte sur la base de ces suggestions. Sa version finale est dévoilée le 12 novembre 2009. «



Dans cette dynamique, Karen Armstrong publie *Compassion – Manifeste révolutionnaire pour un monde meilleur* (éditions Belfond). Ce livre n'est pas une incantation ni une présentation théorique de plus sur les vertus de la compassion, mais une explication argumentée de l'universalité de cette éthique, et une invitation pratique à la mettre en œuvre, pour nous et pour les autres.

***Compassion – Manifeste révolutionnaire pour un monde meilleur*** (Editions Belfond dans la collection L'Esprit d'ouverture).

Ce livre n'est pas une incantation ni une présentation théorique de plus sur les vertus de la compassion, mais une explication argumentée de l'universalité de cette éthique, et une invitation pratique à la mettre en œuvre, pour nous et pour les autres.

Voir : <http://charterforcompassion.org>





**Merci à nos amis Bridge-Builders,  
Intellectuels et Praticiens de nous  
aider à penser par le Bien commun  
pour repenser le Territoire !**

**Une confrontation des perceptions  
et Expériences, nécessaire pour  
penser par le Bien commun !**



## INFOS & CONTACT

[www.commongoodforum.eu](http://www.commongoodforum.eu)

<http://commongood-forum.tumblr.com>

<http://www.pearltrees.com/commongoodforum>



**COMMON GOOD FORUM**  
Global & Local Bridge-BUILDER